

sem24

| | |
|---|----|
| aix..... | 2 |
| Université Aix-Marseille : 400.000 balles de dégâts..... | 2 |
| aube..... | 3 |
| Prison de Villenauxe-la-Grande : Il prend en otage une de ceux qui le prennent en otage..... | 3 |
| briancon..... | 3 |
| "Nous avons piraté les frontières" - Récit sur le camp itinérant "Passamontagna" du 8 au 10 Juin..... | 3 |
| bure..... | 6 |
| Lutte contre la poubelle nucléaire à Bure : Appel à actions contre les monstres de CIGEO..... | 6 |
| Bar Le Duc (55000) manifestation du 16/06 contre l'enfouissement à Bure des déchets nucléaires..... | 7 |
| Perquisition G20 – Mandat d'arrêt européen, cavale et négociation..... | 8 |
| Notes..... | 12 |
| bâle..... | 12 |
| Bâle, Suisse : Balade à la prison de Bässlergut – Samedi 26 mai 2018..... | 12 |
| canada..... | 13 |
| Déclaration de la zone d'expression populaire..... | 13 |
| Nuit chaude..... | 14 |
| drome..... | 14 |
| attaque d'aérogénérateurs..... | 14 |
| france..... | 15 |
| Hé connard, c'est à toi que j'parle..... | 15 |
| La PSQ, ou quand la sécurité devient « la première des libertés »..... | 16 |
| lille..... | 17 |
| All Colors Are Beautiful..... | 17 |
| loire..... | 19 |
| Prison de La Talaudière : Il se fait la belle grâce à une chaise !..... | 19 |
| lyon..... | 19 |
| Vaulx-en-Velin : la mairie augmente les moyens de la police, les habitants attaquent le commissariat..... | 20 |
| madrid..... | 20 |
| Madrid (Espagne) : Attaques contre des agences immobilières pour le mois de défense des squats..... | 20 |
| mediterranée..... | 21 |
| Aquarius : qui spéculé sur la peau de 600 personnes ?..... | 21 |
| mexique..... | 25 |
| Mexique] Fernando Barcenos sort de prison !..... | 25 |
| montreal..... | 26 |
| Chaque banque est une toile vierge..... | 26 |
| nouvelle caledonie..... | 27 |
| Kouaoua (Nouvelle-Caledonie) : Et de trois pour la serpentine du centre minier..... | 27 |
| paris..... | 28 |
| Du son qui met la pression contre toutes les prisons..... | 28 |
| Répression du 22 mai : une personne reste en détention provisoire..... | 29 |
| Rapide compte-rendu de la journée du 12 juin au tribunal..... | 31 |
| Souvenirs d'une occupation..... | 32 |
| Sartrouville (Yvelines) : La saison de la chasse commence..... | 34 |
| Corbeil-Essonnes (Essonne) : « Encore une défiance contre l'Etat »..... | 35 |
| Paris : le retour du procès de la lutte contre la machine à expulser..... | 35 |
| roybon..... | 36 |
| Roybon (38940) rispostes anti autoritaires..... | 36 |
| saint jean du gard..... | 36 |
| Saint-Jean-du-Gard (Gard) : Morts pour la France, morts pour rien..... | 36 |

| | |
|---|----|
| sainté..... | 37 |
| Saint-Etienne : Enedis à pied..... | 37 |
| toulouse..... | 37 |
| Toulouse : Arrestation d'un camarade italien en cavale..... | 38 |
| tunisie..... | 38 |
| Tunisie : Manifs et attaques des institutions après un énième naufrage en Méditerranée..... | 38 |
| ukraine..... | 39 |
| Quelques récentes attaques anarchistes en Ukraine..... | 39 |
| zad..... | 40 |
| L'affront du mouvement..... | 40 |
| A Propos de la signature des COP..... | 42 |
| Villefranche-sur-Saône, France : Un zadiste en cavale arrêté par les flics lors d'un contrôle – Dimanche 10 juin 2018..... | 46 |
| Besançon: Tags partout en soutien à la ZAD..... | 47 |
| Soutiens extérieurs à la ZAD : ce que nous (ne) défendons (pas)..... | 49 |
| Harrisburg (Pennsylvanie), États-Unis : Sabotage en solidarité avec la ZAD de Notre-Dame des Landes – 8 juin 2018..... | 50 |
| Ode au CMDO..... | 51 |

aix

Université Aix-Marseille : 400.000 balles de dégâts

Var-matin / jeudi 14 juin 2018

Il n'y aura pas que les notes de partiels qui s'afficheront en ce mois de juin. Une autre note, beaucoup plus salée, va aussi apparaître. Celle du coût des dégradations causées par le blocage de l'université d'Aix-Marseille suite à l'instauration de la loi ORE.

La sélection à l'entrée des universités avait suscité dans plusieurs établissements de vives manifestations. Les « bloqueurs » avaient occupé pendant plusieurs semaines différents sites.

À l'université AMU (Aix-Marseille université), deux sites ont été occupés.

Celui de Saint-Charles avec la faculté des sciences pour Marseille et celui de Schuman avec la faculté ALLSH (Arts, lettres, langues, sciences humaines) pour Aix-en-Provence.

Les dégradations ont été constatées par un huissier et une plainte a été déposée.

La liste des dommages est longue: **matériel audiovisuel volé, classes et amphithéâtre tagués, détritrus dans les cours ou encore serrures cassées. Le coût total des dégradations s'élève à 400.000 euros, somme à la charge de l'université.**

Les blocages ont commencé la semaine du 20 avril et ont duré un peu plus de cinq semaines. Le président de l'université, Yvon Berland, s'est exprimé dans plusieurs communiqués adressés à l'ensemble des étudiants et personnels d'AMU.

« Je suis et nous sommes tous consternés quand on sait les efforts consentis chaque année par l'université pour rénover son patrimoine immobilier et améliorer les conditions de travail et d'études des personnels et des étudiants. C'est franchement affligeant. »

Un vaste projet de rénovation des différents sites d'Aix-en-Provence, campus Mirabeau, pour près

d'un milliard d'euros a en effet été lancé depuis plusieurs années, les travaux devant se terminer prochainement.

Le site d'Aix ayant été occupé venait d'être rénové dans ce cadre.

aube

Prison de Villenauxe-la-Grande : Il prend en otage une de ceux qui le prennent en otage

Le Parisien / jeudi 14 juin 2018

Un détenu a pris en otage une surveillante ce jeudi matin au centre de détention de Villenauxe-la-Grande, dans l'Aube. La prise d'otage, qui avait débuté à 8h30, s'est terminée un peu moins de trois heures plus tard

Cette libération est intervenue après les négociations engagées par les équipes régionales d'intervention et de sécurité (Eris) avec le détenu, qui réclamait son transfert dans un autre établissement à la suite d'une nouvelle condamnation, selon des sources judiciaires, syndicale et de l'administration pénitentiaire. [...]

Selon une source proche du dossier, le détenu, originaire d'un pays de l'Es et incarcéré depuis août 2016 pour « vol sur personne vulnérable », serait âgé d'une vingtaine d'années et était porteur d'une fourchette.

D'après une autre source proche du dossier, il était « libérable en juillet » mais avait vu son maintien en détention prolongé jusqu'en avril 2019 « à la suite d'une mise à l'écrou pour une nouvelle peine », qui lui a été signifié mercredi de source syndicale.

NdAtt. : le centre de détention de Villenauxe-la-Grande a été construit à partir de 1989, faisant partie du « [programme 13000](#) ». Il est en gestion déléguée avec le groupe « Sodexo justice services », qui se fait du fric avec la restauration, la cantine, la maintenance, le travail et la formation professionnelle des détenus (100 prisonniers travaillent dans le façonnage, le conditionnement, le montages, l'assemblage...).

briancon

"Nous avons piraté les frontières" - Récit sur le camp itinérant "Passamontagna" du 8 au 10 Juin

"Nous avons piraté les frontières" - Récit sur le camp itinérant "Passamontagna" du 8 au 10 Juin

http://www.passamontagna.info/?page_id=151&lang=fr

Comment faire pour rendre caduques les frontières ? C'est devenu nécessaire avec la militarisation de celles-ci dans le cadre de la guerre aux migrant-es qui a été enclenchée en Europe. Après la marche du 22 Avril de Montgenevre à Briançon, il fallait recommencer. Surtout quand 3 migrant-es ont été retrouvé-es mort-es dans la vallée, tué-es non pas par le froid mais par la répression policière. Surtout quand 3 personnes ont été placées en prison suite à cette précédente marche.

C'est dans ce contexte que s'est monté Passamontagna, un camp itinérant contre les frontières, partant de Melezet en Italie, passant par le col de l'Échelle et arrivant à Briançon. 3 jours collectifs et autogérés, de marche mais aussi de discussions et de réflexion autour de ces frontières, réunissant des personnes italiennes, françaises et d'ailleurs luttant contre les frontières.

On s'est retrouvé dans une prairie côté Italien, le lieu utilisable le plus proche possible de la frontière avec la France. L'ambiance était belle, ça se retrouvait entre copaines, des discussions collectives avaient lieu. La question qui a le plus occupé les débats était celle de la prise ou non de papiers d'identité pendant la marche. Face à une potentielle répression policière, si les marcheurs subissaient un contrôle d'identité, que faire des personnes qui n'avaient pas les bons papiers, ou pas vraiment le droit d'être là ? Fallait-il profiter de son privilège, s'extirper d'une nasse et laisser tout seuls les personnes vulnérables ? La stratégie collective était que personne n'emporte ses papiers (ou alors les cachent et ne les sortent qu'en dernier recours) et de faire un refus massif de décliner son identité en cas de contrôle.

Avec la répression subie par les 3 de Briançon, avec la présence de la DIGOS, les personnes étaient prudentes. Le premier matin, quand le camp était encore en Italie, ils étaient sur la route à prendre des photos des gens présents. Apparemment ils étaient déjà là la veille, c'est une police politique qui semble tout droit venue de l'ère fasciste, entre la BAC et la DGSI. Cela entraînait un rejet des caméras collectif, à part la personne en charge de l'automédia, il était déconseillé de prendre des photos des personnes. C'est pour cela que les photos de ce texte ne comportent personne dans le champ. Par respect pour celle-ux qui se bougent pour entretenir la solidarité dans les Alpes, pour celle-ux qui les traversent. Pour ne pas donner d'arme à la police ou aux fascistes.

Le cortège s'est mis en marche et a pris la route, après avoir soigneusement évité les DIGOS qui ne les ont pas suivis. Dès l'entrée sur le territoire français, il a été accueilli par un hélicoptère de la gendarmerie, qui ne restera pas longtemps. Une voiture de la gendarmerie précédait le cortège, partant rapidement quand celui-ci s'approchait. Le cortège ne coupait pas la circulation, la route du col était la seule dans le coin, et il s'écartait pour laisser passer les voitures après leur avoir distribué un tract leur expliquant le but de cette marche. Il chantait des slogans comme « murs par murs, pierre par pierre, nous détruirons toutes les frontières » ou reprenait l'air d'un vieux tube de dance « no border no nation no deportation ». Des messages ont fleuri sur la route, contre les frontières, contre la PAF. On pouvait lire « Ni patrie ni patron, ni Salvini ni Macron ». Il y avait deux banderoles, aucun drapeaux syndicaux, uniquement deux drapeaux noirs où étaient brodés "No Border" et "No Nation" dessus.



Après une halte au col de l'Echelle, la marche repartit pour Plampinet, le premier village dans la vallée. A un moment un migrant qui était allé se soulager, marchait seul dans un chemin en contrebas, parallèle à la route prise par la marche. Une voiture de gendarmerie arrive alors en trombe derrière lui, s'arrêtent à sa hauteur et tentent de le contrôler. Alors que celui-ci va pour s'enfuir, une cinquantaine de personnes dévalent la pente pour s'opposer à ce contrôle arbitraire et l'empêchent en faisant déguerpir les 2 gendarmes. Une sorte de cortège de tête va alors se former, chassant les véhicules de gendarmes loin de la marche. Le terrain étant favorable, ils ont pu les faire reculer sans risque de nasse ou de réponse, faisant juste un peu peur aux habitants quand ils sont entrés dans le village.

Le cortège finit peu après ses 14 kms de marche dans une clairière, où un camp avec tente pour la cuisine, pour les conférences et chapiteau fleurirent en peu de temps. La cantine était à prix libre et à moitié issue de récup', un concert a même eu lieu sous le chapiteau. L'organisation était bonne pour un événement autogéré, on se serait cru dans une colonie avec toutes les tentes dispersées. L'enjeu était toutefois plus sérieux, une intervention policière dans le camp aurait pu avoir lieu au petit matin.

Après que le camp soit replié et que les grappes de tente aient disparu de la clairière, une petite discussion collective eu lieu. Les villages où l'on allait passer étaient solidaires, et il fallait aller à leur rencontre plus que se constituer en bloc, sauf si nécessité d'autodéfense comme la veille. Les militants du coin subissent plus facilement le harcèlement que leurs homologues urbains. Tout le monde s'y connaît, pourrait leur mettre dessus toute erreur stratégique, surtout à un moment où la question migratoire cristallise les environs. Le mot a aussi tourné que Génération Identitaire allait être de retour dans la région. Après avoir créé une barrière artificielle sur les pistes pour les médias, et fait des maraudes en traquant des migrants et en les dénonçant à la PAF (police aux frontières), ils avaient prévenu les médias d'une nouvelle action qui allait commencer le lundi matin.

La marche s'est alors élancée direction Briançon, avec cette fois-ci un camion sonoro pour entraîner les gens. En passant dans les différents villages de la vallée, où de temps en temps les habitant-es étaient sur le bas côté pour voir la marche passer, il permettait de faire des interventions. De rappeler pourquoi cette marche avait lieu, face à la militarisation, aux morts, à la répression et surtout contre les frontières. Une fois dans la route pour Briançon, on apprit qu'il y avait 6 camions de gendarme mobile disponible si besoin, plus des effectifs de police. La marche décida alors de se séparer des véhicules et d'éviter toute confrontation en quittant la route pour des sentiers.

4/5 véhicules qui suivaient jusqu'alors la marche furent contrôlés sur le chemin pour Briançon. Les véhicules ont été fouillés, des bombes de peintures et des masques à gaz ont été saisis, mais les conducteurs ont pu repartir libre. L'ambiance était aussi tendue pendant la marche, des flics étaient au loin avec des appareils photos, poussant les marcheurs à se masquer puis démasquer quand ils étaient dans leur champ. Au final, le cortège entra dans Briançon par des petites ruelles sans tomber sur une seule ligne de police.

Il fit un crochet par le refuge solidaire avant de se terminer dans un parc. Consigne était donnée de faire attention à la dispersion, pour ne pas répéter la mésaventure du 22 Mars, où 3 personnes ont fini en prison après s'être fait contrôler en allant à leur voiture. Normalement ce n'est pas arrivé aujourd'hui. La marche n'est pas entrée dans Briançon pour se jeter dans la gueule du loup, pour se donner à la répression. Elle a pu profiter du terrain montagneux qui lui était favorable pour imposer son rapport de force victorieux.

Au final, la mission a été réussie. Une brèche a pu être ouverte dans les frontières et surtout dans le dispositif policier de contrôle de celles-ci. Plus de 200 personnes ont pu se balader sur 30 kilomètres sans avoir à justifier de leur présence, à devoir montrer un papier absurde, à risquer l'emprisonnement, la déportation et la mort. Les passes montagnes ont répondu à leur façon à la loi asile immigration. Ils ont pu s'opposer à cette gestion déshumanisée des frontières et des vies, où les flux financiers ou les biens peuvent se déplacer bien plus facilement que des humains.

Une personne ayant passé les montagnes. Vous êtes libres de reprendre ce texte ou ces photos. Et de rejoindre les prochaines marches qui se feront.

bure

Lutte contre la poubelle nucléaire à Bure : Appel à actions contre les monstres de CIGEO

À Bure, dans la Meuse, l'État français prépare depuis déjà 20 ans la construction d'un centre d'enfouissement de déchets nucléaires appelé CIGEO. L'idée est d'enfouir dans des galeries à 500 mètres sous terre les déchets dont l'industrie nucléaire ne sait pas quoi faire, de sceller

définitivement le centre au bout de 100 ans, et d'oublier tout ça. L'énorme projet (plusieurs dizaines de milliards d'€) est mené par l'Agence Nationale des Déchets RAdiactifs (Andra). Pour l'instant les travaux du centre en tant que tel ne sont pas commencés mais tout se prépare.



Tout comme les personnes qui, à Bure et ailleurs et depuis des années, s'opposent à CIGEO, nous pensons qu'oublier les déchets sous terre valide et renforce l'industrie nucléaire. De plus, le projet en lui-même présente des risques graves tels que les départs d'incendies incontrôlables, les fuites vers l'environnement, la radioactivité des gaz libérés par les cheminées d'aération du site, les accidents et les fuites lors du transport des déchets, etc... Une bonne partie de ces risques ont d'ailleurs été mis en lumière récemment dans les rapports de l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire) et de l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire). Nous dénonçons également le système capitaliste qui va autour de cette industrie, l'exploitation des travailleurs, le pillage des ressources, la destruction des espaces de vie des êtres vivants humains et non-humains.

La réussite de CIGEO dépend de l'implication non seulement de l'ANDRA, mais aussi de centaines d'autres entreprises, tous les sous-traitants du projet.

C'est pour cela que nous, les MONSTRES de CIGEO (Malfaiteuses Organisant le Naufrage des Sous-Traitants Et Soutiens de CIGEO) appelons à se mettre en action contre les MONSTRES de CIGEO (Malfaiteuses Organisé.e.s du Nucléaire : Sous-Traitants Et Soutiens de CIGEO).

Nous proposons de concentrer nos efforts dans un premier temps sur l'entreprise INGEROP, pour son implication énorme dans CIGEO et les projets connexes. INGEROP est une boîte française d'ingénierie qui assure la maîtrise d'ouvrage sur certains des pires projets de notre bout d'Europe : le Grand Paris, une partie du tunnel de la ligne de train Lyon-Turin, la bretelle du Grand-Contournement-Ouest de Strasbourg et donc, CIGEO. Environ 1700 employés.e.s. [Une trentaine d'agences en France, des filiales ailleurs dans le monde \(Suisse, Royaume-Uni, Afrique du Sud, Amérique du Sud\).](#)

Toute forme d'action est la bienvenue, soyons créatifs, obstinés, déterminés, pour obtenir d'INGÉROP qu'elle se retire du projet CIGEO et de tous les projets connexes.

Vous trouverez sur le site lesmonstresdecigeo.noblogs.org toutes les infos utiles pour mener vos actions.

Bar Le Duc (55000) manifestation du 16/06 contre l'enfouissement à Bure des déchets nucléaires

3500 personnes réunies dans une manifestation festive et offensive.
Entre 10 et 12 interpellations dont une relâchée.

A nouveau une démonstration de la possibilité de s'organiser contre ce projet d'enfouissement de déchet nucléaire inutile et dangereux, en utilisant des tactiques différentes et complémentaires.

Peu de temps après le démarrage de la manifestation, environ 150 personnes — selon la préfecture — vêtues de noir et cagoulées sont apparues dans le milieu du cortège, ont tagué des murs et cassé les vitrines d'une société de BTP et d'une société d'expertise et tagué des murs.

Des manifestants s'en sont ensuite pris à deux agences bancaires où ont eu lieu de brefs heurts avec des CRS et des gendarmes mobile, contre lesquelles ont été lancées des pierres et des fumigènes.

au niveau du nombre de personnes interpellées, on serait à une quinzaine. 4 pendant la manif, 1 avant, les autres pendant la soirée (jusqu'à 2 heures 30 du matin). Elles sont suivies de garde à vue. Un certain nombre de personnes est déjà ressorti.

Il y a au moins une **comparution immédiate lundi au TGI** de bar le duc, probablement il y en aura d'autres.

Plus d'informations sur la journée:

https://manif-est.info/Journee-de-mobilisation-du-16-juin-2018a-Bar-le-Duc-657.html?sens_maj=-1

A cela on peut rajouter les nombreuses fouilles, vérif d'identité, suspension de permis liés à la présence policière et leur réquisition.

selon plusieurs sources d'articles

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Perquisition G20 – Mandat d'arrêt européen, cavale et négociation



« Ce 29 mai, c'est une action policière coordonnée de plusieurs dizaines de perquisitions à travers l'Europe : Italie, Suisse, Espagne et France. Ce jour là, 15 policiers réalisent une perquisition au domicile de mes parents de la cave au grenier. Elle durera 4h, jusqu'à 00h00. »

Communiqué de Loïc, sous le coup d'un mandat d'arrêt européen, dans le cadre des [perquisitions coordonnées du 29 mai dernier](#) suite au contre-sommet du G20 à Hambourg.

Le mardi 29 Mai, lorsque mon père part au travail, la police rôde dans la ruelle. L'un d'eux précisera qu'il était présent depuis 3h30 du matin, guettant mon retour au domicile familial. C'est lorsque ma mère rentre le soir à 19h30 que 15 policiers réalisent une perquisition de la cave au grenier. Elle durera 4h, jusqu'à 00h00.

La police allemande est également présente. Ils prennent des clés USB (dont celle de mon père qu'il utilise pour le travail), des cd, deux disques durs externes (dont celui de ma petite soeur), une

bombe de peinture, des habits (ils recherchent longuement un slip en particulier, sans succès), le vieux caméscope familial, un feu d'artifice, un masque de hiboux de la lutte à Bure etc.. Des gendarmes de Commercy sont également présents, profitant de l'occasion pour faire une perquisition en rapport avec Bure sans préciser les motifs, la fameuse enquête « d'association de malfaiteurs » ?

Ce qui a surtout motivé le déploiement de 15 policiers, c'est la manifestation contre le G20 qui a eu lieu à Hambourg l'année dernière. Lors de cette rencontre des chefs d'État des plus grandes puissances de ce monde et des leaders des banques centrales, malgré les 20 000 policiers venus de toute l'Allemagne, le centre-ville d'Hambourg est hors-contrôle. Les gens sont dans la rue, font face à la police, enflamment des barricades. Le ministre allemand des finances et l'épouse du président Américain Melania Trump sont bloqué·e·s et annulent leur déplacement. Impossible de rejoindre le G20. Des prêtres hébergent dans leurs églises des militantes et militants venu·e·s du monde entier. Impossible pour les leaders capitalistes et grands responsables du réchauffement climatique de se retrouver en paix. On récolte ce que l'on sème. Pour reprendre le contrôle de la rue, la police allemande déploiera même une unité spéciale, fusils d'assaut à la main. Le ministre fédéral de la justice allemande déclarera « Il n'y aura plus de G20 dans une grande ville allemande. » Victoire ! Mais à quel prix ?

Propagande, criminalisation, avis de recherche, le moindre acte de révolte se retrouve fortement réprimé. La vengeance des puissants s'annonce terrible. Des appels à la délation sont lancés dans les journaux allemands, publiant des photos de manifestant·e·s le visage découvert lançant des pierres. Ces mêmes journaux qui pourtant font l'éloge des gens jetant des projectiles sur la police au Venezuela [1]. Ou comment les médias soi-disant impartiaux jugent ce qui est politiquement correct et conditionnent l'esprit de révolte. Des personnes répondront à l'appel de délation lancé par la police d'Hambourg sur son site internet, une méthode qui évoque de sombres souvenirs.

Ce sont 3 343 enquêtes qui ont été ouvertes par le commando spécial d'investigation, qui possède plus de 13 Terrabytes de données à traiter.

Ce 29 mai, c'est une action policière coordonnée de plusieurs dizaines de perquisitions à travers l'Europe, : Italie, Suisse, Espagne et France. Rien qu'en Suisse c'est 150 policiers qui sont entrés en action. Le commando spécial Argus a également participé à l'opération en attaquant un appartement privé et en menottant et bâillonnant tou·te·s les habitant·e·s [2]. Au même moment, une soixantaine de policiers entraient au « Kultur Zentrum », cassant toutes les portes et restant dans la maison pendant une bonne heure. À la fin, ils ont confisqué et transporté deux remorques remplies d'objets différents.

Je n'étais pas chez mes parents, ils n'ont pas laissé de convocation, rien m'invitant à me rendre au commissariat. Non, je suis directement sous mandat d'arrêt européen. Recherché par la police. Mes 2 parents seront auditionnés comme témoins au commissariat. De mémoire, vu qu'ils n'ont reçu aucun papier, je serais accusé de complicité & aussi de bande organisée pour dégradation, incendie de bâtiment (peine de 10 + 5 ans), port d'arme de catégorie A et violence sur agent.

Vu que j'ai actuellement pas mal de procès dont la moitié ne devrait pas exister, avant de me rendre à la police afin de me défendre et comprendre ces nouvelles accusations ahurissantes, je souhaite rentrer en négociation. Je demande la suppression de la moitié de mes procès qui sont illégitimes au regard de la vérité et de vos principes legalistes. En effet, je suis victime d'un acharnement judiciaire et policier. Cette affaire sur le G20 serait mon 6^e procès.

Mon premier procès fut pour complicité d'attaques informatiques avec Anonymous de l'Opération contre les Grands Projets Inutiles et Imposés, je me suis défendu au tribunal expliquant la raison de mon acte. J'ai eu 4 mois de prison avec sursis et 5 000 € de dédommagement collectif avec les 2 autres personnes arrêtées [3].

Mon 2^e procès fut pour complicité d'attaques informatiques avec Anonymous de l'Opération contre les Grands Projets Inutiles et Imposés, je me suis défendu au tribunal expliquant que j'ai déjà été jugé pour ça. Je suis relaxé par le juge grâce au principe de « Non Bis in Idem » (ne pas être jugé 2 fois pour la même chose) mais le parquet décide de faire appel. Cette deuxième audience arrive au mois de septembre 2018. (Procès illégitime) [4].

Mon 3^e procès fut pour « Outrage et rébellion » & « Incitation directe à la rébellion » lors de la manifestation du 15 septembre 2016 contre la loi travail. Grâce à une vidéo [5] qui prouve l'inexistence de « l'outrage » et le mensonge de « l'incitation directe à la rébellion » créés par plusieurs policiers se mettant d'accord pour délivrer ce faux témoignage : « on est plus nombreux qu'eux, on leur rentre dedans », ces 2 accusations tombent à l'eau mais je suis quand même condamné pour « rébellion ».

Alors que je suis victime d'une arrestation qui n'a plus aucun motifs d'interpellations, je suis condamné ce 18 mai à 1 mois de prison ferme si je ne paye pas les 600 € d'amende dans le mois. Je dois également payer 350 € au policier au titre de préjudice moral et des frais judiciaires.

Reprenons. Des policiers m'interpellent sous des motifs mensongers, l'un me frappe au visage, je saigne du nez : on me condamne pour avoir gesticulé des bras et des jambes. Très bien. Invertissons un instant les rôles. Si je travestis la vérité avec des complices : je serais accusé de faux témoignages en réunion. Le policier gesticule pendant que je le frappe au visage, il saigne du nez : je serais accusé de violence sur agent ayant entraîné X jours d'ITT. Nous vivons apparemment dans un pays où existe le principe d'égalité et de justice. Si il y avait réellement une justice, ces policiers seraient poursuivis pour faux témoignage et violence hors usage « légitime » de la force. Mais l'impunité policière puise sa force dans le privilège de l'uniforme et sans abolition des privilèges, point d'égalité. (Procès illégitime) [6].

Mon 4^e procès fut pour avoir fait tomber la clôture de l'ANDRA autour de son projet d'enfouissement de déchets nucléaire à Bure. Je me suis défendu au tribunal expliquant la raison de cet acte collectif. La procureure demande 5 mois de prison ferme et 5 mois de sursis, le juge donnera 4 mois avec sursis. Le parquet mécontent, décide de faire appel. Je n'ai toujours pas la date. Voici le compte rendu complet avec les dialogues du procès [7].

Mon 5^e procès est basé sur mon précédent procès de la clôture de l'ANDRA. Le commandant de Gendarmerie DUBOIS m'accuse de diffamation suite à un article de Médiapart [8] retranscrivant le discours que j'ai fait au tribunal. Lorsque j'y relate mon interpellation, je précise que ce commandant m'a étranglé pendant plusieurs longues secondes, que je n'arrivais ni à parler, ni à respirer. Le médecin au début de la GAV notera une rougeur de type griffure de 8 cm sur le cou. Afin de le pousser à la vérité, je fais croire dans mes échanges téléphoniques et mail non sécurisé que j'ai reçu une vidéo que je garde pour la fin du procès où l'on voit son étranglement. Le commandant pendant l'audience précisera (chose qu'il n'avait pas faite dans ses PV d'auditions) qu'il a entouré avec son bras ma tête afin de me protéger pour que celle-ci ne cogne pas le sol, il ne reconnaît pas l'étranglement. Je suis condamné à 1400 € pour « atteinte à l'honneur » et « diffamation » ainsi que les frais de justice du commandant. Pourquoi n'ai-je pas porté plainte pour l'étranglement ? Parce que c'est la police qui m'agresse et que l'on porte plainte chez la police. Parce que j'ai déjà essayé, suite au coup de poing que je me suis pris au visage pendant la

manifestation contre la loi travail et que c'est finalement moi qui suis condamné pour « Rébellion ». D'ailleurs, j'ai aussi été accusé de rébellion le jour où je me suis fait étrangler mais finalement je suis relaxé de ce chef d'accusation le jour du procès. Pourtant je gesticulais des bras et des jambes cachant mes mains et essayant de m'échapper ! Ceci est le fruit d'un pacte silencieux qui s'est fait naturellement de manière inconsciente. Tu ne dis rien sur mon étranglement, je ne te poursuivrai pas pour rébellion. Mais si tu oses le dénoncer, la bande organisée gendarmesque se fera un plaisir de porter une atteinte à la vérité pour sauver l'honneur du commandant. [Retrouvez-ici le compte rendu de l'audience.](#)

Sans l'amnistie par le parlement (grâce à l'article 133-9 code pénal) des condamnations de ces 3 procès illégitimes ainsi que le désistement de l'appel du parquet pour la clôture de l'ANDRA, je n'accepterai pas de me rendre dans ce que l'on nomme avec ignorance justice. Ayant vécu dans leur enceinte l'acharnement et le mensonge embelli sous le vocabulaire pompeux de la judiciarisation, mon dégoût m'amène aujourd'hui à ne plus vouloir goûter à leur injustice. Je choisis la cavale. J'aurai préféré ne pas jouer ce jeu du chat et de la souris. Mais que voulez vous, je ne suis qu'une souris, ne soyez plus chat.

Je tiens à préciser que je refuserai l'amnistie ou la grâce si elle est délivrée par Macron. C'est un arriviste élu pour 2 raisons. La première est qu'il existe un rapport entre le temps de passage à la télévision et le résultat des élections, comme Macron vient de la finance et que la majorité des médias appartiennent aux riches, la propagande médiatique est à son avantage. La deuxième est qu'il a servi de barrage au FN, chose bien triste car mieux que le bulletin de vote par dépit il existe le pavé de Paris. On peut en faire de bonnes barricades et c'est un magnifique projectile qui nous permet de ne pas faire de compromis.

Entre le président ou le parlement, j'opte donc pour la moins mauvaise des solutions comme dirait Nicolas Hulot sur Bure, malgré sa conviction antérieure « Cigéo je dis non ». À l'instar de ce ministre de l'environnement, l'amnistie ne me fera pas retourner ma veste. Je continuerai à dire que le pouvoir est à détruire et non à conquérir. Et si un jour je ne le pense plus, ne m'écoutez plus et fuyez loin de moi. D'ailleurs, n'attendez rien de moi, attendez tout de vous. Aucun représentant, soyons nos propres maîtres·se·s.

Considérant les révoltes et grèves actuelles contre la politique du gouvernement macron, si une révolution venait à arriver, celle-ci permettrait peut-être, comme cela s'est déjà vu historiquement, l'amnistie des prisonniers politiques et donc l'abandon des condamnations. Et qui sait, l'agitation gagnera peut-être aussi l'Allemagne !

Gendarmes, policiers, juges et gouvernants, en l'attente de vous voir quitter votre position oppressive et dominatrice.

En l'attente de vous voir la quitter soit par vous même, soit par la contrainte révolutionnaire.

Veillez accepter ce modeste présent, ces quelques mots que je jette à la gueule des puissants.

Puissiez-vous me retrouver ou avoir la sagesse, abandonnant ces procès inutiles, de me laisser venir à vous.

Que l'éclat de la vérité triomphe sur l'obscurité des préjugés.

Que l'insurrection vienne.

Force aux 6 personnes encore incarcérées actuellement en Allemagne suite aux manifestations du G20.

Force aux victimes des violences policières si souvent invisibilisées ou stigmatisées.

Mort à la propagande d'État

Mort à l'oppression

Mort aux privilèges

Vive la liberté
Vive l'anarchie

L'anarchie n'est point le chaos, mais comme disait Proudhon "l'ordre sans le pouvoir".

À ne pas manquer : le documentaire d'Arte « Une histoire de l'anarchisme » [9] de Tancrède Ramonet pour chasser le brouillard entourant l'idéal.

Lisons, osons nos rêves et demain sera beau.

PS : Il y a une manifestation le 16 juin à Bar-le-Duc contre le projet d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure. Vu le mandat d'arrêt, je ne compte pas prendre le risque d'y aller. Mais vous, peut-être que vous avez cette chance de pouvoir manifester !

Il y a un projet fou à enterrer et une forêt à protéger.

Loïc

Contact : loiccitation@riseup.net (possibilité d'échanger avec une clé pgp mais les flics savent quand même à qui vous écrivez)

Notes

[1] <https://twitter.com/LizziePhelan/status/885846434549039105>

[2] <https://de.indymedia.org/node/21450>

[3] Info Audience :

<https://reporterre.net/Des-Anonymous-antinucleaires-ont-ete-juges-a-Nancy>

Info Appel <https://www.facebook.com/LoicCitations/posts/1866759306671319>

[4] 1e Audience : <https://www.facebook.com/LoicCitations/posts/1736786393001945>

Compte Rendu : <https://www.facebook.com/LoicCitations/posts/1739794756034442>

Presse : <http://www.epris-de-justice.info/anonymous-contre-la-police/>

Délibéré : <https://www.facebook.com/LoicCitations/posts/1756829050997679>

[5] <https://www.youtube.com/watch?v=PGxafUpEsec>

[6] <https://paris-luttes.info/loi-travail-rebellion-condamne-a-1-000-eur-7788?lang=fr>

[Vidéo coup de poing] <https://youtu.be/73HZX1p2sa0>

[7] Brochure du procès : <https://vmc.camp/wp-content/uploads/2017/07/SachezQueV2PPP.pdf>

[8] <https://blogs.mediapart.fr/sauvonslaforet/blog/070617/bure-nous-assumons-le-sabotage-face-au-desastre-nucleaire>

[9] Pour visionner le documentaire d'ARTE : <http://sites.arte.tv/anarchisme/fr/ni-dieu-ni-maitre-une-histoire-de-lanarchisme-12-anarchie>

Sur YouTube : <https://youtu.be/7jQoQFPGd0Q>

[HD] Dispo en streaming ici : Partie 1 - <https://openload.co/f/FvdXqwA0yys> ; Partie 2 - <https://openload.co/f/Y00Wge8uF10>

bâle

Bâle, Suisse : Balade à la prison de Bässlergut – Samedi 26 mai 2018

Le chantier de Bässlergut II progresse. L'imposante construction a pris de la hauteur, entourée d'un mur tout aussi imposant. Il devrait être terminé d'ici deux ans, prêt à se remplir de gens.

Toutefois, les avancées de ce chantier ne nous empêchent pas de continuer à lutter contre cette prison et la répression d'État dans son ensemble.

C'est pourquoi samedi 26 mai, près d'une vingtaine de personnes s'est retrouvée devant la taule de Bässlergut et salué les prisonnier.e.s avec des feux d'artifice et des slogans. Peu de temps après avoir laissé quelques tags sur les murs de la prison, les encagoulés ont disparu dans la forêt.

Nous saisissons l'occasion pour exprimer notre solidarité [avec celles et ceux qui se sont faits réveiller par les flics la semaine dernière dans le cadre des enquêtes sur les émeutes du G20.](#)

Liberté pour toutes et tous, à l'intérieur des taules comme à l'extérieur !

[Traduit de l'allemand de [Barrikade.info](#), 4. Juni 2018]

canada

Déclaration de la zone d'expression populaire

Soumission anonyme à MTL Contre-info

8 juin 2018, soit disant québec

Face à l'abominable déploiement du dispositif sécuritaire mis sur place pendant le G7, nous avons décidé de nous organiser entre amiEs et de bloquer l'autoroute Dufrin-Momorency nous-même. On avait bien vu que les rendez-vous et autres actions appelées par le RAG7, par la CLAC et cie n'avaient aucune chance de nous permettre de vivre quelque chose de sérieusement amusant et pour tout dire, on n'avait pas envie de rester découragéEs à rien faire pendant que nos quartiers étaient pris d'assaut par les flics.

Euphoriques, nous avons installé sur l'intersection des divans et meublé l'espace avec des bannières, des rires et des chansons. Des camarades ont mis leurs corps entre l'espace nommé pour l'occasion Zone d'expression populaire et l'anti-émeute pour nous permettre de s'amuser encore un peu pis on a fini par mettre le feu au salon et partir en manif dans la ville.

La vie, ou rien...

Les médias, omnubilés par les divans en flammes, n'ont pas cru bon de relayer le communiqué de la Brigade Espace Public (BEP). Nous avons donc choisi de le diffuser ici :

Brigade espace public : pas de panique, tout est sous contrôle

C'est bien le problème.

Même la possibilité de critiquer l'État est encadré par la police et les clôtures. Des zones de libre expression emmurées, des manifestations permises à conditions de ne déranger personne. On s'est fait voler le monde jusqu'à la possibilité de le remettre en question. Et tranquillement le monde reste à sa place, devant son téléviseur, accroché à la radio, suspendu aux écrans.

Chaque année, c'est la même pièce de théâtre qui se rejoue : tout le monde est là, à son poste. La dictature des ordres atteint son paroxysme et les peuples tentent tant bien que mal de montrer une opposition organisée à ce spectacle.

Alors qu'on nous gave de messages de peur face aux possibles montées de tension entre police et manifestant.es, ceux qui discutent sécurité et répression, extraction pétrolière et colonisation, guerre et haine des migrant-e-s, exploitation des travailleuses et déréglementation ont le beau jeu. La question de la violence doit être posée sur un autre plan.

Cette zone d'expression populaire est à l'opposé de cette bouffonnerie, de ce désert que vous appelez G7. C'est la réappropriation par le bas, par la rue, de nos vies, de nos corps, le réapprentissage du territoire et de la liberté de se mettre en action contre la misère de ce système pourri.

Ici, on arrête le vieux monde. Ici, on creuse le nôtre dans les failles de son pouvoir en déclin. Ici est maintenant, c'est la vie.




Nuit chaude

Soumission anonyme à MTL Contre-info

Par une récente nuit de juin, un bâtiment de Ciment McInnis crame aux abords de l'abominable cimenterie de Port-Daniel, ne laissant derrière lui qu'un squelette calciné. Ce feu brûle pour nos coeurs humiliés. Que les cendres retournent à ces terres qu'elles ont dévastées impunément et les arbres reprendront le reste.

drome

attaque d'aérogénérateurs

   publié le vendredi 15 juin 2018 à 19:38 | anonyme |

Mis à jour : le samedi 16 juin 2018 à 21:16

Mot-clefs: [actions directes](#)

Lieux: [montélimar](#)

Dans la première nuit de juin, commune de Marsanne, Drôme, deux éoliennes industrielles sont attaquées par le feu, la nacelle de l'une d'entre elles se consume entièrement dans les flammes.

Nous avons procédé ainsi:

- approche jusqu'au site
- fracturation de la serrure d'entrée
- ouverture des armoires électriques
- ascension par l'échelle verticale du mât
- ouverture des armoires électriques
- mise en place des engins incendiaires (bouteille plastique, fil de fer, allume feu)
- allumage (briquet), descente
- arrosage des installations électriques et des matières plastiques à l'aide d'un bidon de 5l (mélange huile/essence)
- sortie sur le seuil, allumage (briquet)
- extraction en lieu sûr

Nous avons suivi cette méthode, ne considérant aucunement avoir agi de la meilleur des manières. Nous souhaitons la partager à qui veut s'en saisir et reproduire l'attaque.

Nous rêvons, non d'organisation, mais d'individu.es agissant pour leur compte, s'associant occasionnellement en commandos de sabotage, n'ayant d'autre souci de jouir sans réserve et inséparablement de combattre les dominations.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

france

[Hé connard, c'est à toi que j'parle.](#)

Je suis la toquée et la mal lunée. Celle qui pour un rien c'met à chialer, quand toi tout n'fais que t'marrer. J'suis la meuf qui t'prend en charge, parce que t'es pas foutu d'le faire seul. J'suis ta daronne alors que j'ai jamais voulu d'gosses. J'suis celle qui s'énerve trop, tout le temps, l'amoureuse du conflit que tu voudrais raisonner. Je suis celle qui rend nos embrouilles publiques, politiques. Et toi, ça, ça t'fait chier ça. Parce que j'entend encore aujourd'hui que le privé n'est pas politique.

Mais c'est quoi que t'as pas compris en fait ? C'est pas parce que tu fermeras la porte de ta chambre à clés, ta caravane, ton camion, ou n'importe quelle autre porte, autre espace d'ailleurs... que ça restera entre toi et moi ! T'as peur de quoi ? De moins briller ? Qu'on réalise qui tu es ? Tu crois qu'on peut dissimuler la merde combien de temps ? Là où je serai le privé ne restera pas privé. Il n'y pas de simples embrouilles interpersonnelles. Il y a des mécanismes. Qui se répètent, et se répètent tant que personnes n'a décidé de ne rien changer. Et étrangement c'est encore aux personnes qui ont envie que ça change de se barrer. Parce que ça n'fait pas mal aux oppresseurs. C'est bien connu. Mais le mot vas sûrement te paraître fort, et inapproprié. Puisque c'est finalement moi l'oppressée ! La vilaine qui t'a martelé de changer, de faire attention aux autres, d'arrêter de penser qu'à ta petite gueule de connard de mecs-cis-blancs-bourgeois (souvent). L'oppression suprême, t'sais. Et en plus je suis sarcastique et même ça, ça t'emmerde.

Je, c'est moi, elle, elles et les autres. Je suis celle qui est partie de chez elle. Je suis celle qui a pleuré, eu mal. Qui a mangé des coups, des insultes, qui s'est fait agressé et violé. Je suis celle qui a la rage et qu'on a fait passer pour folle. Parce que c'est plus pratique de m'envoyer manger des médocs et voir un psy. Moins engageant pour ta p'tite gueule.

Et toi, c'est pas juste toi. C'est vous. Toi, toi, toi et toi. Ici ou là. Partout. Le faux gentil, qui ferait tout pour être aimés. Avec ton p'tit sourire, ton besoin de plaire sans fin/faim. Ton égo surdimensionné. Tes blagues et ta grande gueule. Et cette façon que tu as de faire semblant de te taire. Tes non-dits, tes silences, tes bouderies. Ton air supérieur. Ta façon de manipuler les gens, les utiliser, les sucer jusqu'à la moelle. Tes mensonges. C'est toi qui a croisé mon chemin en disant que c'était moi le problème. J'y ai cru, je t'avoue. J'ai baissé la tête, j'ai mangé des claques en silence, sans rien dire. En alimentant mes maux de ventres. En alimentant mon mal être.

On ne se remet jamais totalement de la première gifle. J'ai appris à encaisser les autres. Et aujourd'hui, je sais que je ne suis pas le problème. Je sais que je déchire, que mes copines déchirent. Je sais que c'est pas moi le problème. Et que le problème c'est toi. J'voudrais te mettre, toi et tes potes tous dans l'même endroit. Lancer une allumette et que vous arrêtiez de nuire. Vous comprenez pas, c'est ça le pire de l'histoire. C'est ça que j'arrive pas à comprendre. Comment on peut tant manquer d'empathie ? Parce que si ton but c'est d'briller en société ou de "serrer" un max de meufs, tu t'es gourré d'endroit. J'comprends pas... Comment peut-on se foutre autant des gens ? N'en n'avoir tellement rien à foutre. Alors anarchistes, individualistes, toto, insu, même appelistes, jesépakoi, mon cul. Tu peux toto-proclamé ce que tu voudras je toto-proclame CONNARD et tu le resteras.

Moi, j'ai assez perdu de temps .

XOXO. Un meuf pas contente encore.

La PSQ, ou quand la sécurité devient « la première des libertés »

La PSQ, où Police de Sécurité du Quotidien, a été lancée officiellement par le ministre de l'intérieur le 8 février dernier suite à la volonté du gouvernement de s'« engager dans une évolution des missions de la police et de la gendarmerie pour répondre à la priorité des Français : la sécurité. »

Cette expérimentation fait suite à une concertation large menée à la fois en partant « du terrain » : pas moins de 70 000 questionnaires ont été renvoyés par les policiers et les gendarmes au gouvernement pour formuler leurs attentes ; et à la fois au niveau départemental : plus de 500 réunions ont été menées réunissant préfets, associations élus, organisations syndicales de la police et structures de concertation de la gendarmerie, représentants des policiers municipaux, acteurs de la sécurité privée et des transports, experts, etc. Plus de 150 contributions ont également été rédigées par les syndicats, universitaires, entreprises et associations d'élus.

Cette prise en considération des acteurs de la « sécurité » a certainement dû faire s'arracher quelques cheveux aux associatifs œuvrant sur la question de l'immigration – qui relève pourtant du même ministère – force de constater que ces derniers goûtent plus souvent à la saveur des portes closes qu'à celle des petits fours...

Le dossier de presse¹ présentant la PSQ apporte comme propositions principales de : **rendre les condamnations judiciaires et les mesures répressives plus dissuasives** (enfermer plus et plus longtemps), **développer davantage la coopération avec les polices municipales** (être fliqué au plus près), **accroître la participation des habitants à leur propre sécurité** (vers la création de milices d'auto-défense citoyenne ?), **simplifier la procédure pénale et réduire les tâches administratives** (afin de ne plus s'embêter avec la paperasse et la défense des accusés).

La PSQ prévoit ainsi de travailler de façon beaucoup plus partenariale avec les maires et leurs polices municipales, les bailleurs sociaux, les entreprises de transport ou les agents de sécurité privée, c'est à dire un large pan d'acteurs de proximité. « *Les élus, en particulier les maires, sont ceux qui connaissent le mieux leur territoire, qui savent où se développe la délinquance. Je demande que dans les trois prochains mois on puisse prendre contact avec eux pour définir en partenariat une vraie stratégie de sécurité pour le territoire* », nous précise le ministre. Pour ceux qui hébergent des sans-papiers dans leur village ou celles qui vendent une barrette de shit derrière les abris de bus, gare aux mouchards !!

Au niveau national, 20 départements ont été ciblés pour faire l'objet de renforts en zone gendarmerie, et 30 quartiers en zone police subtilement dénommés « *de reconquête républicaine* » ont été retenus. Parmi les moyens alloués à ce dispositif, 10 000 postes seront créés entre 2018 et 2022. Dans les Hautes-Alpes², les objectifs sont notamment d'« **élargir les zones de participation citoyenne sur la ville de Gap** » (plus de délation) et de « **travailler à la mise en place d'un réseau de vidéoprotection sur la ville de Briançon** » (pour faciliter la surveillance et l'interpellation des migrants ?).

Les premières expérimentations de la PSQ ont débuté au cours du premier trimestre 2018. Une démonstration grandeur nature a été effectuée récemment le jeudi 31 mai dans les Bouches-du-Rhône, comme nous l'indique un quotidien local³. Pendant deux heures, 213 agents de la direction départementale de la sécurité publique, de la police aux frontières, des CRS et de la gendarmerie, des policiers municipaux, épaulés par des agents SNCF et RTM, ont pris d'assaut l'ensemble des transports en commun de Marseille et Aix-en-Provence. Les gares de Saint-Charles, de l'Arbois, d'Aix-centre, celles de Gardanne, Simiane et Septèmes, mais aussi les bus entre ces deux villes et plusieurs stations de métro ont fait l'objet de ce déploiement massif destiné à marquer les esprits, et durant lequel pas moins de 7 906 voyageurs ont été contrôlés (avec au final 12 arrestations pour séjour irrégulier, fiche de recherche et détention d'arme blanche, et 293 procès verbaux dressés pour fraude). Apercevant les uniformes, près de 4000 personnes auraient fait demi-tour, preuve s'il en

1

2

3

faut qu'une large partie de la population ne se laisse ni attraper docilement comme des moutons, ni berner par les « *priorités* » sécuritaires du gouvernement.

Article repris du site [Cévennes sans frontières](#)

http://www.hautes-alpes.gouv.fr/IMG/pdf/psq_dossier_de_presse.pdf

http://www.hautes-alpes.gouv.fr/IMG/pdf/2018.02.08_psq.pdf

<https://www.laprovence.com/article/faits-divers-justice/4999922/213-agents-a-lassaut-des-transports-en-commun.html>

lille

All Colors Are Beautiful

par Anonyme - [Locales](#) | [luttons sociales](#) , [antimilitarisme](#) , [lois sécuritaires](#) , [répression policière](#) , [violence policière](#)

COMMUNIQUÉ Action locale pour un désordre global

Lille,

le 13.06.2018

Le matin du 13 juin 2018, les habitant·e·s du quartier Vauban ont vu la façade du bâtiment de leurs gardien·ne·s de la paix repeinte de multiples couleurs, et de l'inscription « vous avez du sang sur les mains » ; « deuxième sommation ». Ils et elles pourraient légitimement se demander : Pourquoi le commissariat rue Lavoisier a-t-il été repeint ?

Mais la vraie question que cet acte veut poser est plutôt : pourquoi des personnes subissent mortellement les coups de la police ? Pourquoi Sélom, pourquoi Matisse à Fives en décembre 2017 ? Pourquoi Maxime, étudiant lillois mutilé à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes en mai 2018 ? Pourquoi tou·te·s les autres, pourquoi ce nombre incalculable de victimes de la police ?

►

Il semble s'agir d'une problématique de territoire et d'État de droit. Le concept d'État est une vision du monde, une façon de faire. Le seul instrument pour nous faire avaler cette définition est la répression. Celui-ci sonne faux : c'est bel et bien de la violence, symbolique et physique.

Parce qu'une violence s'est généralisée, systémique (incluse et acquise dans le système néo-libéral qui nous entoure) et parfois systématique en fonction du contexte.

- Le contexte qui a mis fin aux jours de deux jeunes habitants d'un quartier populaire sur-encadré.
- Le contexte qui a mutilé un étudiant qui défendait un lieu d'expérimentation collective incarnée dans la ZAD.
- Le contexte qui empêche les exilé·e·s, les migrant·e·s et les sans papiers, à Calais, de vivre comme ils et elles l'entendent parce que leur situation est jugée irrégulière.

Cette violence, toujours légitime si nous écoutons Gérard Collomb, peut toucher tout le monde, à tout moment. Mais l'accent est aussi porté sur les marginales et les marginaux. Ceux et celles qui sont déjà En Marge et qui peinent à s'intégrer à un système qui les oppresse quotidiennement.

Celles et ceux qui refusent de se mettre En Marche et s'opposent à un système par leur mode de vie et/ou par leurs actions politiques. Les hommes qui occupent des lieux, des squats, des universités ; les femmes qui occupent leurs rues, leurs quartiers et leurs villes ; les hommes et les femmes qui manifestent non passivement, qui se manifestent ici et là, qui rêvent en poussant un cri trop souvent recouvert par une répression systématisée.



Viser un commissariat, c'est donc viser non-seulement l'institution qui s'attaque directement à nous, mais c'est aussi cibler une conception de l'organisation de la société dont la police se fait le bras droit inaliénable. L'environnement économique et politique actuel n'est que la conséquence d'enchaînements historiques et de décisions politiques que nous sommes légitimement en droit de questionner. Les notions de justice (le culte de la loi), de démocratie (l'ordre social), de ce qui est institué (la politique), de peuple (les citoyen·ne·s) doivent être redéfinies avec nos propres mots (plutôt que ceux du gouvernement). Nous subissons chaque jour les effets d'un État dit de droit. Leur droit, leur justice, leur démocratie, leurs institutions... pour quel peuple ? Nous prônons plutôt l'état de non-droit.

Certain·e·s diront que cette action est violente. Mais pourquoi rester passif·ve·s face à leurs actes et leurs idées imposées à coups de matraque ? Nous refusons de banaliser le monopole de la violence par le gouvernement, et son utilisation pour régler les conflits sociaux et pour évincer toute tentative dissidente. Nous refusons d'accepter la systématisation de son emploi pour court-circuiter toute mobilisation et pour réprimer celles et ceux qui galèrent.

Par notre action, nous affirmons ne pas attendre patiemment une révolution généralisée. Nous préférons des îlots d'actions indépendants contre un ennemi commun, plutôt que d'espérer aveuglément une insurrection globale. Il n'y a pas de rupture à faire entre le fond de nos idées et la forme de nos actes. Le « vandalisme » est une réponse proportionnelle à l'absurdité du monde imposé par les gouvernant·e·s.

Ainsi posons-nous la question : qui est le plus violent, la machine policière ou des mots et des couleurs sur un commissariat ?

Dans tous les cas, ACAB, All Colors Are Beautiful.

Le commissariat rue Lavoisier avait déjà été repeint une première fois deux semaines auparavant. Malgré ce premier avertissement, ils et elles ont continué à être flics. La deuxième sommation n'était pas un luxe, elle était nécessaire.

Soutien aux mutilé·e·s

Ni oubli, ni pardon pour les assassiné·e·s

La police a du sang sur les mains

Ceci est une deuxième sommation

loire

Prison de La Talaudière : Il se fait la belle grâce à une chaise !

Le Parisien / lundi 11 juin 2018

Un détenu de 23 ans s'est évadé dans la nuit de samedi à dimanche de la maison d'arrêt de La Talaudière (Loire). Trois tentatives d'évasion ont récemment eu lieu dans cette prison [*comme en avril; NdAtt.*].

Libérable en octobre, le détenu **a forcé avec une chaise la grille qui recouvrait la fenêtre de sa cellule, située dans le quartier de semi-liberté**, accolé à la maison d'arrêt et où il séjournait la nuit. Ce jeune homme, qui suivait dans le cadre de sa réinsertion une formation d'entretien des espaces verts, a ensuite franchi le grillage d'enceinte d'environ trois mètres de haut, surmonté d'un barbelé, et a été «récupéré» par un complice qui l'attendait en voiture.

Condamné pour des délits routiers et des infractions à la législation sur les stupéfiants, il n'est pas considéré comme dangereux. [...]

Les 9 et 16 mai derniers, trois détenus de cette prison ayant réalisé une **tentative d'évasion, remontant au 2 avril et au 12 mai**, dont un avait été repris par la police une demi-heure après avoir franchi le mur d'enceinte, avaient chacun été condamnés à plusieurs mois de prison ferme par le tribunal correctionnel de Saint-Étienne.

lyon

Vaulx-en-Velin : la mairie augmente les moyens de la police, les habitants attaquent le commissariat



Hélène Geoffroy, la maire de Vaulx-en-Velin, a saisi l'occasion d'une série d'incidents dans la ville sans lien entre eux a priori, pour annoncer jeudi 31 mai une série de mesures répressives pour plus d'un million d'€. Alors même que le manque de budgets sociaux ou éducatifs sont régulièrement dénoncés. Réaction immédiate : près de 100 personnes ont attaqué le commissariat municipal le lendemain.

madrid

Madrid (Espagne) : Attaques contre des agences immobilières pour le mois de défense des squats.

Contra Madriz / jeudi 14 juin 2018

Le mois de mai s'est terminé par des attaques contre des agences immobilières dans différents quartiers de Madrid. L'objectif c'est de frapper ces entités capitalistes qui font partie de la structure spéculative du capitalisme et de l'État. Ces derniers temps nous sommes témoins d'une double stratégie de désactivation et de récupération des squats de la part du système : renforcement des lois à l'encontre du squat et augmentation des expulsions, et en parallèle, la recherche de l'abandon à travers la négociation et la légalisation possible de certains lieux. Ces tentatives de récupération essaient de saper l'action directe et la remise en question de la propriété privée, bases qui cimentent le squat, comme armes de lutte et d'attaque contre les logiques du Pouvoir.

L'attaque est simple et facile, tout en étant nécessaire. Les sabotages et les actions ont toujours accompagné la parole et la propagande comme armes des anarchistes dans la lutte contre toute forme d'autorité et d'exploitation. Contre les processus d'embourgeoisement des quartiers, leur contrôle social, leur vidéo-surveillance et la militarisation des rues. Contre leur répression, la destruction de la terre, l'aliénation quotidienne dans les centres de travail et d'étude. Contre les logiques dominantes de ce système pourri, leurs langages et plans, nous n'engageons pas de dialogue. L'action et la lutte, sans médiation avec l'État, sont la seule voie.

Nous revendiquons par conséquent d'avoir brisé des vitrines à l'aide de marteaux, et fait d'autres attaques sur des agences immobilières, à Vallecas, Tetuan, Carabanchel et plusieurs quartiers du centre.

Cette fois nous avons seulement visé des vitrines d'agences immobilières, mais des responsables directs comme la police sont aussi sur notre liste. Vos coups continus, humiliations, expulsions, arrogance, perquisitions ... votre existence, ne resteront pas sans réponse. Et nous n'oublions pas non plus ces gestionnaires de la misère que sont les mairies, et c'est avec un sourire complice que nous saluons la visite nocturne du local de Marea Atlántica [NdT : un parti politique de gauche qui se dit «mouvement citoyen »] à la Corogne.

Courage pour tous ceux/celles qui luttent.

Vive l'anarchie !

mediterranée

Aquarius : qui spéculé sur la peau de 600 personnes ?

Deux articles concernant Aquarius, le bateau affrété par l'ONG SOS Méditerranée la semaine passée. Le premier a été publié en italien sur infoaut.org le 11 juin 2018, traduit par renverse.co et ses amiEs

Au milieu de la Méditerranée flotte un bateau avec 629 naufragés, dont 123 mineurs non accompagnés, 11 enfants, 7 femmes enceintes.

Trois patrouilleurs de la Garde côtière italienne avaient effectué, samedi, les premiers secours dans les eaux internationales avant de transférer tout le monde sur le bateau de SOS Méditerranée,

Aquarius, sur ordre du centre de coordination de Rome. Hier, dans la presse, le ministère de l'Intérieur et des Transports (dont dépend la Garde côtière) a annoncé l'interdiction d'accoster à Aquarius dans un port italien. Une fois de plus, les corps de migrants deviennent une monnaie d'échange, deviennent un enjeu politique, deviennent des armes dans les mains cyniques de nos dirigeants.

Comme prévu

Retour en arrière. En février 2017, le ministre démocratisime Minniti avait décidé de financer des bandes libyennes pour retenir les flux dans d'immenses camps de concentration sur le continent africain et alimenter le [marché aux esclaves](#) où un homme s'achète pour 400 dollars, où des personnes sont enlevées et détenues jusqu'à ce que leur famille paie une rançon, où toutes les formes de violence et d'abus composent la vie quotidienne de milliers de personnes venues d'Afrique subsaharienne. Comme il l'a déclaré quelques mois plus tard, Minniti aurait conclu cet accord car "il avait vu venir [Luca Traini](#)" [1]. En bref : pour éviter les massacres racistes, il était essentiel de réduire le nombre de noirs en circulation en Italie. C'est le fameux effondrement du nombre des débarquements sur lequel les membres du Parti démocrate ont fait campagne, prétendant avoir déjà réalisé ce que Salvini propose de faire (après tout, il y a ceux qui utilisent les bulldozers "sans propagande" [2])

La situation a changé de manière significative à la fin du mois de mai. [Quelques quotidiens](#) ont discrètement donné la nouvelle. Prétendant un « manque de carburant », la « Garde côtière libyenne » - en réalité l'un des nombreux groupes paramilitaires qui contrôlent le pays mourant de l'ère post-Kadhafi - a cessé de patrouiller sur les côtes nord-africaines, et a donc cessé d'empêcher les départs. Le changement de gouvernement en Italie a-t-il fait tomber l'interlocuteur de l'accord ? Est-ce que la « Garde côtière libyenne » profite de l'occasion pour augmenter ses gains ? Quoi qu'il en soit, nous constatons une augmentation notable des débarquements. A gauche, on se réjouit. Les promesses du contrat gouvernemental ne sont que des salades, l'opposition à la coalition 5 Stelle-Lega viendra des marchés, de l'Europe et des flux migratoires.

Mais quelque chose de tragiquement évident s'est produit. Sur la situation qui s'est créée ces dernières semaines, Matteo Salvini a décidé d'élaborer une campagne médiatique qui lui permet de dégager un consensus et de s'imposer dans la compétition désormais constante de « pragmatisme » avec son « allié », le mouvement Cinq Étoiles. La fermeture des ports est annoncée à coup de photographies, tout en avançant l'exigence ridicule que Malte (une petite île avec autant d'habitants que Gênes...) "prenne ses responsabilités". Attaque contre l'UE, campagne sociale préparée contre "le business de l'accueil" et la "nouvelle traite". À gauche, des données et des chiffres sont lancés pour démontrer que si 2 + 2 font 4, alors il n'y a pas trop d'immigrés en Italie. Un appel à la charité humaine et à l'ouverture est lancé. Des maires progressistes, De Magistris à leur tête, annoncent leur volonté d'accueillir des migrants.

Le camp de réfugiés de l'Europe ?

L'Italie a vécu pendant des années l'arrangement combiné de deux situations distinctes. Le premier est celui du système de Dublin, qui prévoit que le pays d'arrivée doit retenir tous les demandeurs d'asile jusqu'à la fin de la procédure qui leur accorde ou non le statut de réfugié. C'est cette

situation qui nourrit le système d'accueil italien, non pas un système d'intégration mais de contrôle, non le développement de la solidarité mais un dispositif de sélection des « bons immigrés » pour l'Europe du Nord, alors que les « rebuts » deviennent des esclaves utiles dans la chaîne du *Made in Italy*, dans les champs de tomates où Sako est mort et dans toutes les industries qui exigent une main-d'œuvre très bon marché, encadrée dans des bidonvilles gérés directement par les préfectures. La deuxième situation résulte de la volonté du gouvernement italien, entamée en 2014, de prendre en charge tous les débarquements de personnes en direction de l'Europe. Ce sont les années où Renzi est allé demander de la flexibilité à l'Europe pour ses 80 euros [3], les années du "[Migration compact](#)" [4] où la gestion de la question migratoire était considérée comme un atout stratégique pour relancer les investissements italiens en Afrique et se repositionner dans l'espace européen.

Il est clair que Salvini n'a pas l'intention d'attaquer le système européen d'exploitation économique des flux migratoires dont « le business de l'accueil » n'est qu'un rouage, et dont la Lega est complice. En général, il est clair que pour Salvini le problème n'est pas l'exploitation des migrants (il suffit de penser au fait qu'en Italie, un migrant en situation irrégulière sur cinq est un aide soignant qui s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, sans aucun droit et dans une situation de chantage total). Les objectifs de Salvini sont entièrement différents. Accroître son pouvoir de négociation sur la table européenne à partir de la gestion du flux minimal mais sur-médiatisé de migrants qu'est celui des demandeurs d'asile. Mettre dos au mur le Mouvement 5 Étoiles, sur une question qui bénéficie d'un très large consensus que les adeptes de Beppe Grillo ont contribué à créer : la remise en questions des ONG et des sauvetages en mer. La politique habituelle en somme, sauf que tout cela se fait sur les dos de plus de 600 naufragés qui fuient l'enfer libyen.

Une dernière observation. Tout le discours de Salvini se base sur la matérialité d'une condition, celle des chômeurs et pauvres autochtones d'abord, mais aussi celle des migrants que Salvini dit vouloir sauver de l'exploitation et « l'esclavage ». Même si une réaction éthique face à cette merde qui cause la souffrance et l'humiliation de centaines de personnes est essentielle, il est urgent d'opposer un discours qui n'est pas seulement un appel à l'humanité et à la solidarité ou qui se limite, chiffres à l'appui, à la déconstruction du sens commun.

Aquarius, l'effroyable symbole

Article publié sur le blog [La plume de l'enfant du siècle](#) le 14 juin 2018

Depuis lundi, l'Union Européenne et plus particulièrement Malte, l'Italie, la France et l'Espagne sont au cœur d'une polémique effroyable, le genre d'évènements qui vient rappeler si besoin était l'inhumanité dont est capable l'être humain. L'Aquarius, ce bateau affrété par l'ONG SOS Méditerranée qui sauve des exilés de la noyade, est effectivement au cœur d'une tempête politico-diplomatique avec à son bord 629 personnes dont une bonne part de mineurs isolés et de femmes enceintes. Le nouveau ministre de l'intérieur italien – et dirigeant du parti d'extrême-droite la Ligue (ex-Ligue du Nord) – Matteo Salvini a en effet refusé d'accueillir le bateau dans un port italien, rejetant la responsabilité de l'accueil du navire sur Malte.

En expliquant que c'était à la petite île d'accueillir le bateau de SOS Méditerranée, Matteo Salvini a indéniablement réalisé un coup de force à la fois à destination de son électorat et de l'Union Européenne. Tout au long de la campagne italienne, le leader de la Ligue s'est appliqué à parler des exilés en des termes déshumanisants et racistes. Désormais au pouvoir, Salvini a mis en place ce qu'il avait annoncé et par la même occasion s'est échiné à envoyer un message aux autres pays européens, réactivant la crise au sein de l'union à propos de cette question. Malgré la proposition de

la Corse d'accueillir le navire, c'est finalement l'Espagne et Valence qui ont ouvert leurs portes à l'Aquarius et aux exilés qu'il transporte. En ce sens, il ne me paraît pas exagéré de voir dans l'Aquarius un triple symbole : celui du cynisme du gouvernement français, celui de l'hypocrisie à la fois du gouvernement et d'une bonne part de la société en France mais aussi celui de la démission définitive de l'UE.

Au royaume du cynisme

Emmanuel Macron s'est empressé de fustiger la réaction italienne de ne pas ouvrir ses ports à l'Aquarius. Dénonçant « la part de cynisme et d'irresponsabilité » du gouvernement italien, le monarque présidentiel s'est attiré les foudres du gouvernement et d'une partie de la société transalpins. La déclaration du locataire de l'Élysée a ceci d'intéressant qu'elle en dit bien plus sur lui et la politique que mène son gouvernement que sur les actes italiens en eux-mêmes. J'y reviendrai en deuxième partie mais il n'est en effet pas nécessaire de caractériser l'action du gouvernement italien tant celle-ci saute aux yeux. En revanche, l'empressement et la sévérité avec laquelle Monsieur Macron a jugé celui-ci témoigne selon moi d'une volonté de se laver les mains, de se poser en Ponce Pilate de l'UE.

Malgré la situation dramatique, il est effectivement très compliqué pour ne pas dire impossible de ne pas pouffer ou réprimer un haut-le-cœur à la lecture de la déclaration du monarque présidentiel. On est tenté de lui rappeler que son gouvernement, et donc lui-même, a refusé de porter secours à l'Aquarius pour ne « pas créer de précédent » ou que son ministre de l'intérieur a affirmé sur un ton narquois que les exilés faisaient un « benchmark » pour choisir leur destination avant de partir mais tout cela il le sait déjà et c'est en cela que le cynisme se trouve bien plus assurément de ce côté des Alpes. Lorsqu'il dénonce la part de cynisme et d'irresponsabilité d'un gouvernement étranger, il fait preuve d'un cynisme odieux quand lui-même et son gouvernement font voter une loi qui étend la durée de rétention administrative par exemple.

L'hypocrisie triomphante

Le corollaire quasi-direct de ce cynisme est sans conteste l'hypocrisie triomphante qui parcourt notre société. Ladite hypocrisie est d'ailleurs fermement reliée au sentiment de supériorité dont certains se prévalent de ce côté des Alpes. Dépeints en affreux racistes et fascistes, les Italiens seraient des monstres sans cœur et sans compassion quand les Français, au contraire, aurait rejeté l'extrême-droite dans un élan de compassion et de volonté de progrès. C'est peu ou prou le storytelling qui se met en place dès lors que l'on évoque les politiques liberticides, autoritaires et applaudies par l'extrême-droite que mènent Emmanuel Macron et sa caste depuis plus d'un an.

Cette manière de se placer en haut de son Aventin pour faire la morale aux autres peuples européens coupables de mal voter parce que leurs suffrages se dirigent vers des partis d'extrême-droite est assurément l'un des points les plus saillants de la présidence macronienne. Peu importe si dans le même temps, les idées d'extrême-droite sont au pouvoir avec Gérard Collomb à l'intérieur et si le Rassemblement National (anciennement FN) a voté une part non-négligeable des articles de la loi Asile et Immigration. Alors oui Matteo Salvini est le dirigeant d'un parti d'extrême-droite qui applique une politique d'extrême-droite. Lui, au moins, l'assume comme tel et ne convoque pas je ne sais quel sophisme pour ne pas se regarder dans une glace. La France a fait barrage à l'extrême-droite et au fascisme se plait-on à raconter en Macronie. Si faire barrage c'est emprunter les mots, les idées et la politique de l'extrême-droite alors celle-ci a de beaux jours devant elle dans notre pays. De la même manière que l'hypocrisie.

Le naufrage de l'UE

Le dernier symbole que représente l'Aquarius est sans conteste celui de la démission et du naufrage de l'Union Européenne. Incapable de penser une politique globale d'accueil des exilés, la machinerie de Bruxelles a progressivement démissionné et laisser les pays méditerranéens à leur sort sans daigner écouter leurs doléances ou imposer la solidarité entre pays européens. L'arrivée au pouvoir de la Ligue, la politique qui est menée actuellement en Italie ainsi que les tensions actuelles entre pays européens ne sont pas le fruit d'un quelconque hasard ou d'une suite d'évènements fortuits. Elles sont au contraire la conséquence logique, presque nécessaire au sens philosophique du terme, de la politique d'abandon qu'a menée l'UE à l'égard des pays méditerranéens face à l'arrivée d'exilés, en particulier l'Italie et la Grèce.

Il n'y a en effet guère de hasard à voir dans ces deux pays des partis fascistes prospérer tant les autres pays de l'UE les ont abandonnés à leur sort alors même que l'urgence humanitaire imposait une politique solidaire au sein de l'Union. Le fameux statut des « dublinés » – qui postule qu'un exilé doit s'enregistrer dans son pays d'arrivée et que les pays suivants où il réside peuvent le renvoyer dans ce pays là – a conduit à la mise en place de politiques cyniques et hypocrites de la part de l'ensemble des pays. L'Italie laisse par exemple certains de ces exilés traverser le pays sans les arrêter s'ils souhaitent quitter le pays afin de ne pas avoir à instruire leur demande d'asile par la suite tandis que la France à l'inverse chasse les exilés même mineurs pour les renvoyer en Italie et qu'ils s'inscrivent là-bas. Finalement ce que nous avons vu progressivement se mettre en place face à la démission de l'UE est la résurgence des égoïsmes nationaux et des réflexes nationalistes effrayants. Il est aisé de crier en chœur « plus jamais ça » sitôt qu'un documentaire sur les nazis ou le franquisme est diffusé. Il est plus compliqué et courageux de mettre en place les éléments permettant effectivement que cela ne se produise plus.

Dans le drame actuel de l'Aquarius, ce sont les gauches espagnoles qui ont restauré quelque peu notre humanité balafmée par les égoïsmes nationaux. Il fallait au moins cela pour ne pas que le cimetière qu'est devenue la Méditerranée accueille de nouvelles dépouilles. De ce côté-ci des Pyrénées, certains sont demeurés bien silencieux à gauche sur la question, ce qui est presque plus dramatique que la politique menée par l'Italie ou par Macron. Quant à nous, simples quidams attachés aux valeurs de solidarité, de fraternité et d'internationalisme il est de notre devoir de nous lever contre ces pratiques racistes. Peut-être un tel engagement massif est-il une utopie. Mais si nous ne le tentons pas, alors nous serons réellement perdus. Et nous mériterons notre sort.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

mexique

Mexique] Fernando Barcenas sort de prison !

[reçu par mail]

F

Aujourd'hui, 11 juin 2018, le compagnon anarchiste [Fernando Barcenas Castillo](#) est sorti de prison. **Fernando est sorti de prison, le 11 juin 2018 vers 21 heures, une fois dehors, il a brûlé son uniforme couleur beige qu'il a dû porter pendant quatre ans et demi.**

Arrêté le 13 décembre 2013, dans le cadre des protestations contre l'augmentation du prix des billets du métro, Fer avait été accusé d'avoir mis le feu à l'arbre de Noël de l'entreprise Coca-Cola, depuis lors il se trouvait dans la prison Nord dite le ReNo, dans la ville de Mexico.

En décembre 2014 il a été condamné à 5 ans et 9 mois de prison pour les délits d'attaques à la paix publique et association délictueuse. Peu après sa détention Fernando n'a cessé d'élaborer de multiples projets : des ateliers de musique d'écriture, de diffusion et d'information tels des fanzines et le journal anti-carcéral indépendant de combat : « El Canero », qui signifie « celui qui est en taule ». Il s'agit d'un média libre produit par des prisonniers et prisonnières, derrière les barreaux de plusieurs geôles de la capitale mexicaine et d'ailleurs.

Pour Fernando « Le Canero est un projet qui veut expliquer la réalité vécue dans les prisons et la mettre en rapport avec un contexte social plus large, dont nous sommes tous prisonniers à différents niveaux. Ce journal contribue à diffuser la lutte anti-carcérale en tissant un lien de communication entre prisonniers et avec l'extérieur ». Il s'agit pour lui « De démontrer que la lutte se mène quel que soit le lieu et avec les moyens dont on dispose, sans attendre que toutes les conditions soient réunies ».

Ainsi, le premier Canero est sorti en juin 2014, à ce jour, cinq numéros ont été écrits : au fil du temps, le contenu évolue. Ce journal est le produit des nombreuses réunions de prisonnier.e.s, des échanges et des réflexions, des actions conjointes, des grèves de la faim ... Dans son cheminement, le Canero voit naître des organisations informelles de prisonnier.e.s en résistance, des actions coordonnées, des communiqués dénonçant la bête pénitentiaire, l'autorité et l'enfermement dans et hors les murs.

Depuis le mois de novembre 2017, Fernando lance une nouvelle idée, mettre en place une bibliothèque autonome gérée par les propres prisonniers et après plusieurs mois de travail et de construction, la bibliothèque est inaugurée le 28 avril 2018 avec le nom de Xosé Tarrío González *, la bibliothèque continue de grandir et à ce jour elle compte avec de nombreux documents, entre livres, revues et brochures... la bibliothèque continue sa route.

Pendant toutes ces années Fer a également encouragé et lancé l'organisation des prisonnier-e-s en résistance, tout d'abord il encourage la formation du C.C.P.R (Coordination Combative de Prisonniers en Résistance) plus tard il participe à la coordination des grèves de la faim avec d'autres prisonniers anarchistes de la ville de Mexico. Par la suite, Fer lance et encourage la formation de la C.I.P.RE (Coordination Informelle des Prisonniers en Résistance) comme forme et espace d'organisation pour tous ceux et celles qui ont été brimé.e.s et torturés par la machinerie pénitentiaire. La CIPRE étant une organisation informelle s'est dissoute et aujourd'hui s'efface non sans laisser toute une expérience organisationnelle derrière elle. Fer lance une nouvelle proposition donnant lieu au collectif des prisonniers CIMARRON, qui fait référence au sens « s'échapper, fuir » s'évader de la propriété d'un maître.

Va une forte accolade Fer, un abrazo compañero!

Enfin dans la rue.

Jusqu'à la liberté totale!

[Les trois passants](#)

*NOTE : Xosé Tarrío González est né en 1968 à la Coruña. A onze ans il est enfermé dans un internat, puis en maison de redressement pour se retrouver à 17 ans en prison où il contracte le SIDA. En prison, il met en oeuvre l'anarchisme et la rébellion, menant de nombreuses tentatives d'évasions, pratiquant la solidarité réelle entre les prisonniers, luttant résolument contre la prison et les gardiens de prisons ; toutes ces attitudes entraînent humiliations, mises à l'isolement et il est de nombreuses fois torturé. En 2004, son état de santé se dégrade une nouvelle fois dû à sa maladie et finalement, le 2 janvier 2005 il meurt victime de l'institution carcérale et de la société qui la soutient. Xosé était un prisonnier du régime spécial FIES (Fichier Interne de Suivi Spécial) et auteur du livre « Huye, hombre, huye »

Aviso de CNA mx (Cruz Negra Anarquista de Mexico):

Proyecto Ambulante:

<http://www.proyectoambulante.org/2018/06/11/fernando-barcenas-en-libertad/>

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

montreal

Chaque banque est une toile vierge

Soumission anonyme à MTL Contre-info

Dans la nuit du 14 juin, des artistes qui désirent rester anonymes ont apporté une contribution au festival MURAL 2018. L'oeuvre est une application post-moderne d'acrylique à l'extincteur sur fenêtre de banque de 15 pieds par 8 pieds. Plus spécifiquement, nous avons aspergé le devant de la Banque nationale sur le boulevard Saint-Laurent avec un extincteur rempli de peinture noire.

Il est évident que la politique, à la fois celle de politicien.ne.s du G7 et d'activistes progressistes, est un cul-de-sac. Le problème, c'est de trouver comment agir à la place. Nous décidons d'expérimenter en confrontant ce qui commodifie toutes les facettes de nos vies. Nous avons vu l'état dépenser des centaines de millions pour des dispositifs de sécurité pour un spectacle/sommet qui est peu connecté à nos vies et nos luttes à long terme. Au lieu de tomber dans ce piège, nous préférons agir là où les flics ne s'y attendent pas. Nous continuerons de le faire.

Solidarité avec les anarchistes qui subissent de la répression à Québec, à Montréal, à Hamilton, et partout ailleurs.

– Des casseurs

nouvelle calédonie

Kouaoua (Nouvelle-Calédonie) : Et de trois pour la serpentine du centre minier

France Info / mercredi 13 juin 2018

La serpentine de la SLN à Kouaoua de nouveau ravagée par les flammes dans la nuit de dimanche à lundi. C'est le 3ème incendie depuis le début de l'année. Deux départs de feu ont endommagé 800m de tapis sur le convoyeur de minerai de nickel. Le personnel appelle à la mobilisation ce jeudi



Nouveau coup dur pour la SLN : 800 mètres de serpentine ont brûlé. L'incendie s'est déclaré dans la nuit de dimanche à lundi peu après 1h du matin. Deux départs de feu sont à l'origine du sinistre et semblent indiquer qu'ils seraient de nature criminelle. Une enquête est en cours par la gendarmerie, pour trouver les auteurs et les causes exactes de l'incendie. **C'est le troisième incendie depuis le début de l'année, et le cinquième en deux ans** [voir par exemple [ici](#) et [ici](#); NdAtt.].

La serpentine de Kouaoua est en fonction depuis 1977. Pour la SLN, premier employeur de la commune, les conséquences de cet incendie sont désastreuses. Un comité extraordinaire s'est tenu ce mercredi matin au cours duquel l'industriel a annoncé la poursuite de l'activité. Les travaux de réparation qui ont débuté mardi devraient durer une dizaine de jours, pour un coût estimé à 50 millions de francs. La SLN va par ailleurs mettre en place un système de détection des incendies sur le site. Ce dispositif couvrira 5 des 11 kilomètres du tapis.

Les syndicats défendent les outils de l'exploitation

Ces incendies volontaires qui détruisent l'outil de travail ne sont pas acceptables, soulignent les syndicats de la SLN qui sont quotidiennement en relation avec leurs représentants sur le site de Kouaoua.

paris

Du son qui met la pression contre toutes les prisons.

   publié le dimanche 10 juin 2018 à 03:27 | . |

10 ans après l'incendie à Vincennes de la plus grande prison pour étranger de France, retrouvons nous, contre toutes les prisons et le monde qui les produit.

Alors qu'on est toujours plus nombreu.ses à être confronté.es à la prison, que l'Etat planifie la construction de nouvelles taules et qu'il étend toujours plus hors les murs son contrôle sur nos vies grâce aux contraintes judiciaires et aux peines "alternatives", affirmons notre désir de ne jamais voir une autorité décider de notre liberté !

10 ans après l'incendie à Vincennes de la plus grande prison pour étranger de France, retrouvons nous, contre toutes les prisons et le monde qui les produit,

LE 21 JUIIN SUR LA PLACE DES FÊTES (PARIS 19ÈME)
RASSEMBLEMENT À 19H
DÉAMBULATION À 21H

Du son qui met la pression contre toutes les prisons.

| | |
|--|--|
| <p>C'est le son qui met la pression C'est l'oppressé contre la répression Y a plus d'maitre ici, plus d'WC's.</p> | <p>Le maton nous guette La prison est en bas de chez nous. Elle s'immisce en tout, se mêle de tout, se ressent partout, centrale, sans bruit, sans rien d'écrit. Face à chaque révolte, partout, elle menace toutes et tous.</p> |
| <p>Puis elle s'étend hors ses propres murs, s'incarne dans des caméras, des cimetièrs, des architectes, des citoyens-vigilants. La ville elle même se transforme en vaste champ de contrôle.</p> | <p>Faire de la musique tout en gardant nos éthiques, Faire la fête, alors que les frangin-e-s crévent en prison,</p> |
| <p>L'état en construit toujours plus, où les rénoveint, et parce qu'au mitard ça sent la civière, que l'état est au bout de la corde Et que c'est toujours la même merde derrière la dernière couche de peinture.</p> | <p>Et aux psy et travailleurs "sociaux" trop facile de faire gôber des neuroleptiques à des petits-e-s teigneux-ses On leur dit, Fuck l'ascenseur social, mieux en bas de l'escalier La taule c'est la pression, nourrit l'instinct de révolution Donc nique son patron la réinsertion</p> |
| <p>Le temps des mots terminé, prier c'est grillé Nos mots suffiront pas à scier les barreaux Mais qu'est ce qu'on attends pour foutre le FEU ! qu'on harcèle les juges et arrache les barbelés On remet pas à demain, parce que demain c'est loin...</p> | |



Alors qu'on est toujours plus nombreu.ses à être confronté.es à la prison, que l'Etat planifie la construction de nouvelles taules et qu'il étend toujours plus hors les murs son contrôle sur nos vies grâce aux contraintes judiciaires et aux peines "alternatives", affirmons notre désir de ne jamais voir une autorité décider de notre liberté !

10 ans après l'incendie à Vincennes de la plus grande prison pour étranger de France, retrouvons nous, contre toutes les prisons et le monde qui les produit,

le 21 juin sur la place des fêtes (Paris 19ème)
rassemblement à 19h
déambulation à 21h

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Répression du 22 mai : une personne reste en détention provisoire

Suite aux opérations policières du 22 mai, deux jeunes qui manifestaient à Paris le 22 mai ont été arrêtés, placés 48 heures en garde à vue, déférés au palais de justice pour y être jugés en comparution immédiate. Contrairement aux autres, ils sont placés en détention provisoire et l'un d'eux y est encore. Si vous souhaitez lui écrire, envoyez-nous un mail à [stoprepression\(AT\)riseup.net](mailto:stoprepression(AT)riseup.net) pour connaître son numéro d'écrou.

Le 22 mai, ielles sont plus de 130 à se faire arrêter, 128 gardé-e-s vue, et une bonne vingtaine à passer en comparution immédiate (sans parler des nombreux mineur-e-s dont une quinzaine mis en examen devant un juge pour enfants). Toutes et tous vont demander à ne pas être jugé.e.s immédiatement pour pouvoir préparer leur défense. Cela leur sera accordé. Toutes et tous se verront signifier leur date de procès et repartiront libres du tribunal avec, quand même pour certain.e.s, un contrôle judiciaire, l'interdiction de communiquer entre elleux, des interdictions de paraître à Paris et des interdictions de manifester.



Bilan judiciaro-policiier de la manif du 22 mai et de la rafle du lycée Arago

[Bilan judiciaire de la mobilisation du 22 mai et compte-rendu des comparutions immédiates des 24 et 25 mai au TGI de Paris-Clichy. Les juges continuent de punir les manifestant-e-s en leur collant sur le dos un délit \(...\)](#)

Toutes et tous ? Non ! Pour l'exemple, deux jeunes, qui sont accusés des mêmes faits que les autres, qui présentent les mêmes garanties de représentation que les autres, sont partis en détention provisoire. C'est à dire qu'ils ont eu l'immense privilège d'aller préparer leur procès à Fleury-Mérogis ! Pour plus d'un mois, leur date de procès étant fixée encore plus tard que les autres (29 juin). En sachant que – pas de jaloux-ses – les procureuses avaient requis ce jour là de la détention provisoire pour tou-te-s les prévenu-e-s.

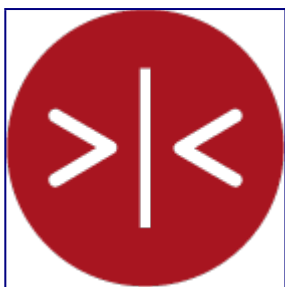
Pourquoi ces deux là ? Les juges de chambre 23.2 ne se sont pas posés la question. Le mardi 5 juin, une demande de mise en liberté (DML) était examinée dans cette même chambre avec d'autres juges et une autre procureuse pour les deux mis en détention provisoire.

L'un s'est vu refuser sa mise en liberté dans l'attente de son procès, au motif qu'il restait « potentiellement dangereux au vu des dégâts que commettaient les black blocs », dit la procureuse (qui déclarait donc, de fait, la personne coupable avant qu'elle soit jugée)

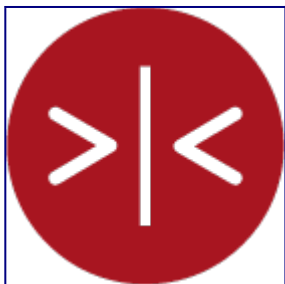
L'autre verra sa demande accordée, mais en raison d'un vice de procédure portant sur le délai de l'examen de sa demande. La procureuse et les juges n'ont donc pas agi par bienveillance ni sens de l'équilibre ou d'équité (qui y croyait encore ?), ils et elles ont été contraintes de s'incliner, mais ont assorti leur décision d'un contrôle judiciaire très sévère (assignation en province au domicile de ses parents, obligation de pointer deux fois par semaine, interdiction de paraître à Paris sauf pour passer des examens universitaires sur justificatifs – trois dans cette période – et bien sur pour se rendre à son procès...

Pour l'exemple, donc, un jeune de 18 ans va faire un mois de prison ferme avant d'être jugé du simple fait de l'arbitraire d'un tribunal. Contrairement à d'autres, il avait accepté de se laisser identifier en donnant empreintes et prélèvement ADN, laissant clairement entendre que cette piètre injonction au fichage de masse n'encourage aucune bienveillance de la part de ces messieurs dames de la magistrature. Une autre DML sera déposée prochainement par son avocat.

Des rassemblements de soutien vont avoir lieu au TGI de la Porte de Clichy le **29 juin prochain**, jour de leur procès. Avant cela, il y aura une audience **mardi 12 juin** pour deux camarades arrêtés lors du 1^{er} mai. Il y a aussi un appel à rassemblement le **vendredi 15** pour les autres procès des inculpé-e-s du 22 mai.



[A lire aussi : L'État ne nous brisera pas avec ses barreaux](#)



[A lire aussi : 101 à Arago, des milliers devant le TGI](#)

Si vous souhaitez écrire au copain toujours en détention, envoyez-nous un mail à stoprepression@riseup.net pour connaître son numéro d'écrou.

La solidarité est notre arme !

Le Groupe légal de la Coordination antirep.

Caisse collective : <http://tinyurl.com/stoprep2>
[stoprepression\(AT\)riseup.net](mailto:stoprepression(AT)riseup.net)

CAISSE COLLECTIVE : suite aux deux grosses vagues d'interpellations des 1^{er} et 22 mai, la Coordination antirépression vous encourage plus que jamais à alimenter la caisse de soutien collective - <http://tinyurl.com/stoprep2>. - et à faire circuler des appels à dons autour de vous et à vos

contacts.

Pour avoir une idée des montants nécessaires pour assurer à chacun-e une défense minimum, relisez notre article du 9/11/2017 : [« La stratégie des procureurs pour envoyer les manifestant-e-s en prison avant d'être jugé-e ! »](#)

Rapide compte-rendu de la journée du 12 juin au tribunal

La dernière personne en détention provisoire depuis les interpellations du 22 mai, a été libérée cet après-midi. Dans le même temps quatre personnes passaient en procès dans la chambre 6.01 suite aux interpellations et aux GAV de la manif du 1er mai.

La dernière personne en détention provisoire depuis les interpellations du 22 mai, a été libérée cet après-midi suite à une deuxième demande de mise en liberté.

Elle reste poursuivie et sera jugée le vendredi 29 juin 2018. C'est avec un réel soulagement que nous avons appris cette décision.

Merci à toutes les personnes qui lui ont écrit et qui se sont mobilisées pour rester solidaires. On a toujours raison d'espérer. A bas toutes les prisons.

Dans le même temps quatre personnes passaient en procès dans la chambre 6.01 suite aux interpellations et aux GAV de la manif du 1er mai.

Les avocat.e.s ont plaidé pour les quatre le procès politique (à travers la qualification de « participation à un groupement... ») et ont présenté des exceptions de nullité in limine litis, c'est à dire qu'ielles ont remis en cause le fait même des interpellations et des garde à vue au motif, entre autres, de fiches d'interpellations « vides » où ne figuraient pas suivant les cas la date, les motifs ou le nom des agents interpellateurs. Ielles ont aussi remis en cause l'annonce tardive aux interpellé.e.s de leur garde à vue ou le motif politique de cette GAV. Ces exceptions si elles sont prises en compte permettent d'annuler l'ensemble de la procédure pour vice de forme.

Le ministère public par la voix de son procureur a bien sûr remis en cause ces demandes et s'est particulièrement acharné sur l'un des prévenus en l'assimilant aux black blocs en raison de son « attirail » : du sérum phy, des lunettes de ski, un sweat de couleur noire, des gants..... le tout dans son sac à dos.

Les réquisitions du procureur :

- Pour la première personne. TIG ou 2 mois de sursis.
- Pour la seconde. 100h de TIG
- Pour la troisième 500 euros d amende dont 300 avec sursis. Accord pour non inscription au casier Partie B2
- Pour la dernière. 2 mois avec sursis. Et refus de la non inscription au B2.

Les quatre délibérés auront lieu le mardi 3 juillet 2018 dans la même chambre à 13 heures 30.

Le 15 juin 2018 ce seront d'autres personnes qui seront jugées, pour à peu près les mêmes faits, suite à leur arrestation dans la mobilisation du 22 mai...

Le Groupe légal de la Coord anti-rep.
stoprepression@riseup.net

P.-S.

CAISSE COLLECTIVE : suite aux deux grosses vagues d'interpellations des 1er et 22 mai, la Coordination antirépressement vous encourage plus que jamais à alimenter la caisse de soutien collective - <http://tinyurl.com/stoprep2>. - et à faire circuler des appels à dons autour de vous et à vos contacts.

Pour avoir une idée des montants nécessaires pour assurer à chacun-e une défense minimum, relisez notre article du 9/11/2017 : « [La stratégie des procureurs pour envoyer les manifestant-e-s en prison avant d'être jugé-e !](#) »

Souvenirs d'une occupation

Il y avait une occupation, nous avons un peu d'herbe à vendre, c'était une excellente opportunité.

J'y étais allé à reculons, à vrai dire, je n'avais jamais foutu les pieds dans une université.

J'avais déjà eut tellement de mal avec les lycéen-nes, qui avaient ce sale besoin de te faire sentir le fait que tu sois parti en professionnel. Je n'ai jamais su au fond, si c'était la faute de ma susceptibilité muée en complexe d'infériorité ou s'ils étaient véritablement détestables.

L'école avait toujours été un supplice.

Stress, pression, chantage, punitions, notes, concurrence...

Je me souviens de mon meilleur ami qui faisait des crises d'angoisse devant le portail de la primaire, à sa mère de le ramener chez lui. Je n'avais pas une maman de ce calibre, la mienne présentait son empathie par la puissance rhétorique d'un « t'en veux une autre ? ».

Parqué-es, une salle, une cour, du grillage, les yeux sur l'horloge, minutes interminables, putain d'enfance.

Je n'avais jamais fait un seul devoir de toute ma scolarité, par fainéantise et insolence, autant que par la fraternité qu'impliquait l'insuccès choisi. Oui, il y avait dans le rang du fond, cet espèce de contrat tacite entre nous, un honneur à ne rien faire, à refuser la nullité de cet enseignement, de ce savoir-vivre austère, de l'ennui, avant tout, quitte à prendre quelques coups de règles, puis des baffes en rentrant.

Moi, j'avais toujours préféré traîner dehors, attendant que la daronne gueule mon nom du balcon. Je préférais partir chasser la vipère, choper des grenouilles, cueillir des cerises et faire des ricochets...

Se satisfaire de l'école ?

C'était une question qui avait pris le poids des années et me faisait apparaître les étudiants comme des enfants-traîtres.

Avec mes partenaires, nous n'avions toujours eu qu'une seule obsession : la fin du dressage, l'existence pour récréation.

J'avais du mal à imaginer une psychologie qui avait su s'accommoder de cela, de ce conditionnement châtieur mais pire, qui en redemandait encore.

Je ne connaissais pas d'étudiant, ah si, un seul avait fait sport étude et, pour tout dire, c'était un fantastique débrouillard. Les autres, je ne savais pas quoi en penser, mes a priori allaient à l'unisson vers une détestation toute naturelle.

Nous y sommes rentrés tranquillement.

Il y avait une occupation, nous avons un peu d'herbe à vendre, c'était une excellente opportunité.

Les couloirs étaient larges, haut de gamme disons, quelques bustes grotesques ornaient une petite cours franchement agréable.

Comment pouvait-on se sentir à l'aise dans un lieux qui nous surestimait de fait par son architecture ?

Tout semblait là depuis une éternité.

Les étudiant-es, quant à eux/elles, étaient poli-es, présentables, trop peut-être.

Dans l'ensemble, c'était tout de même moins pathétique que ce que j'avais pu imaginer.

Au bout du couloir principal, un attroupement interpella ma curiosité, je fis un signe aux camarades en m'éloignant d'eux/d'elles, au moins, iels ne me chercheraient pas pendant des heures.

Une discussion publique semblait être la cause de cette agitation.

Je pris place dans ce qu'une jeune fille animée nomma « l'amphi ».

Quelques personnes semblaient assez excitées par la venue d'intervenants apparemment réputés. Pour tout dire, je trouvais ce spectacle plutôt surréaliste.

Iels désiraient « bloquer la production intellectuelle », comme l'affirmait un écriteau à l'entrée de la faculté, mais continuaient à s'aligner en rang de façon à écouter des invités spécialistes.

Je ne comprenais pas le sens de cette démarche.

Une jeune fille s'assit à ma gauche, je lui soumis à voix basse :

« Tu sais ce qu'on fout là ? »

« C'est à dire ? »

« On pourrait écouter n'importe quel clochard qu'il aurait des trucs plus intéressants à nous dire... »

« C'est ironique ? »

« Non, je comprends pas pourquoi on devrait étudier, c'est une grève ou un système de production alternatif ? On est encore en cours là ? Y a quand même des trucs plus sympa à faire que d'écouter des mecs qu'on peut retrouver sur Youtube... On pourrait tomber amoureux par exemple, repeindre les escaliers en rouge, partir brûler le centre ville en dansant... »

Elle resta silencieuse, pensa certainement que je me débrouillais relativement mal en humour...

L'arrivée des intervenants avait suscité des acclamations.

L'impression d'être dans un mauvais péplum.

Pourquoi pas... il semblerait que nous soyons tous réduit à supporter quelque chose, un club de foot, un intellectuel, au fond quelle différence pour notre production de dopamine ?

Alors que je pensais avoir refroidit la camarade de gauche, elle riposta une impression :

« C'est vrai que c'est un peu ridicule... »

« Je suis pas étudiant, ça me paraît un poil folklorique... »

Bien incapable de prêter mon attention aux conférenciers, absorbé par les dynamiques et les typologies qui composaient cette socialité disciplinée par l'apprentissage, submergé par l'abondance d'informations nouvelles que mon esprit un tant soit peu analytique tentait de synthétiser et, interloqué par tant d'exotisme, je sillonnais du regard cet impeccable malentendu.

De toute façon, les arguments à gorge déployé avaient toujours eu la fâcheuse tendance de me répugner. Je ne parvenais pas à savoir si ces savants du bavardage étaient pleinement convaincus de ce qu'ils revendiquaient officiellement, ou s'ils s'arrangeaient des regards amoureux de ce jeune public en quête de nouvelles leçons. Quoi qu'il en soit, nous semblions peu à ressentir ce malaise qui me liquéfiait.

Ordonné-es en ligne, la grande majorité semblait soutenir cette parole qui se relâchait sur nous. Tout semblait fonctionner selon les lois de l'applaudimètre.

Je n'avais l'énergie de rien, encore moins celle de m'opposer à tant de médiocrité ordinaire, je laissais faire par dépit, exclusivement à l'écoute de ma propre lassitude. C'est pourquoi j'ai lancé un sourire gêné à ma camarade de gauche qui, après lui avoir mimé mon départ, me renvoya une mine amicale, puis fit la place nécessaire à ma désertion.

À l'extérieur, quelques petits groupes d'individu-es discutaient.

La cantine avait encore du potage à prix libre, je flânais donc en mangeant.

Au loin, un camarade me fit signe.

À ma portée, lâcha dans un bâillement :

« On a trouvé la salle des ordis. »

Nous prenons le pas, et réalisons sur place que nous n'avons pas le matériel adéquat pour soustraire un ordinateur complet, dommage.

Nous avons donc pris ce que nous avons pu, essentiellement du beau papier A4, quelques gadgets numériques, câbles, prises... et papier toilette.

Le dernier gramme venait enfin d'être vendu : livres.

Nous pouvions déguerpir, nous l'avons fait sur-le-champ.

Annotation :

Ce texte relate une expérience personnelle, il n'est en aucune sorte un appel au mimétisme. Aucune revendication politique n'y est faite, aucune fierté, aucun éloge, une description sincère d'une journée somme toute ordinaire.

Nous rapportons ces faits dans l'espoir de restituer une pluralité aux mémoires, persuadé qu'elles peuvent se faire échos entre elles, renvoyer à d'autres, encore ignorées car minoritaires...

Il nous semble en effet nécessaire d'inclure au "politique" la désillusion, le désespoir et même l'indifférence, les comptes rendus concernant l'époque ne peuvent être réduits aux seuls termes de l'organisation, de l'agenda militant, d'une ligne politique formelle et languissante.

La mémoire collective est, comme son nom l'indique, la somme des épreuves, des tentatives, des échecs, des pensées mises en commun, elle ne devrait donc pas se dérober aux contrastes, mais plutôt les admettre comme des occasions d'affirmer une mise en perspective composite et nuancée.

Nous avons besoin de tout le matériel disponible pour comprendre l'époque et ses contradictions, pour comprendre les besoins et les meurtrissures de chacun-e, afin de nous donner la faculté de les dépasser ensemble, surtout.

Sartrouville (Yvelines) : La saison de la chasse commence

Le Parisien / jeudi 14 juin 2018

Une caméra de vidéosurveillance a de nouveau été victime de vandalisme, à Sartrouville, mercredi soir. Vers 21 h 30, l'appareil installé avenue de l'Europe, dans le quartier des Indes, a été mise hors service par des tirs de carabines.

C'est l'agent municipal qui supervise les caméras de la ville qui a donné l'alerte, après avoir vu un homme vêtu de sombre, le visage dissimulé et porteur d'une arme de type carabine tirer sur une caméra.

Arrivés sur place, deux véhicules de police ont reçu des projectiles, émanant d'un groupe d'une cinquantaine d'individus. Il n'y a pas eu de blessé, ni de dégât. Il n'y a pas eu également d'interpellation.

Corbeil-Essonnes (Essonne) : « Encore une défiance contre l'Etat »

Le Parisien / Vendredi 15 juin 2018



Une voiture de police banalisée du commissariat de Corbeil-Essonnes a été incendiée ce vendredi matin, peu avant 10 heures. Un homme à vélo aurait été vu déverser un liquide sur le véhicule, avant de continuer son chemin. Puis il serait repassé et aurait mis le feu. En voyant les fumées sur leur écran de caméra, les policiers sont sortis avec un extincteur pour maîtriser le sinistre. « Encore une défiance contre l'Etat sur le département ! dénonce le syndicat Alliance. Nous dénonçons cet état de danger permanent, y compris dans les commissariats. »

Paris : le retour du procès de la lutte contre la machine à expulser

Le 31 janvier dernier, les 7 *compagnon.ne.s* et camarades renvoyés en procès plus de 8 ans après les faits pour des "dégradations contre Air France, la SNCF et Bouygues" et des refus ADN et de signalétique, ont obtenu un renvoi du procès au 22 juin prochain, 13h30 devant la 16e chambre-2 du tribunal de Paris (M° Porte de Clichy).

L'ironie de cette date, est que [ce procès de la lutte contre la machine à expulser](#) se tiendra 10 ans jour pour jour après la révolte au cours de laquelle des sans-papiers avaient incendié le plus grand centre de rétention du pays, celui de Vincennes (22 juin 2008).

Et comme le hasard fait parfois bien les choses, les visites inamicales dans les boutiques d'Air France, de la SNCF et de Bouygues que l'Etat entend faire payer huit ans plus tard à quelques-un.e.s, s'étaient d'ailleurs justement déroulées le 17 mars 2010, quelques heures après la condamnation de dix sans-papiers à des années de prison ferme pour cette révolte incendiaire.

Rendez-vous donc le 22 juin 2018 à 13h30 pour ce procès...

...Aujourd'hui comme hier, feu à toutes prisons, continuons de saboter la machine à enfermer et à expulser !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

roybon

Roybon (38940) ripostes anti autoritaires

indtmedialille 13/06/18

Depuis le début de l'occupation du bois des Avenières en décembre 2014, plusieurs attaques contre les occupant.e.s ont eu lieu :

- Des blocages des routes d'accès
- Des incendies de barricades, [de lieux de vie, de constructions](#), de véhicules, de forêt
- Des agressions physiques
- Des menaces d'agressions sexuelles
- Des menaces de mort
- Le meurtre d'un compagnon chien

Suite à ces attaques, deux personnes responsables de plusieurs des agressions citées ont été cueillies au matin du mercredi 6 juin en sortant de leur domicile. L'une a été tabassée et son véhicule saboté. L'autre a pu s'échapper et sa moto a été incendiée.

L'après midi même des perquisitions ont eu lieu, des personnes ont été arrêtées puis relâchées.

Il est possible de rendre la peur à ceux qui exercent l'oppression par profession ou par désir.

Solidarité avec les occupant.e.s de la forêt de Roybon !

Que les ripostes anti-autoritaires fleurissent !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

saint jean du gard

Saint-Jean-du-Gard (Gard) : Morts pour la France, morts pour rien

Le Midi Libre / dimanche 10 juin 2018

Samedi 9 juin, **des individus ont tagué le monument aux morts de la place Carnot à Saint-Jean-du-Gard**, avec différentes inscriptions et des A cerclés (symbole traditionnel anarchiste). « On va essayer de le remettre en état », a indiqué le maire Michel Ruas, qui envisage de porter plainte. D'autres tags ont été réalisées sur plusieurs bâtiments de la ville.



sainté

Saint-Etienne : Enedis à pied

France Bleu / jeudi 14 juin 2018

Ce jeudi matin, les responsables d'Énedis ont découvert qu'**une grosse partie de leurs voitures d'intervention étaient inutilisables. Les pneus à plat. 43 voitures ont été dégradés avec un, deux ou trois pneus crevés à chaque fois.**

Pour la police, les faits se sont déroulés entre 18h mercredi soir et 6 h ce jeudi. Les investigations sont en cours. La société a fait constater ces dégradations par huissier et a porté plainte très rapidement. Le préjudice est en tout cas conséquent.

Des faits qui devraient augmenter la tension entre la direction d'Énedis et les syndicats. Le site est en grève depuis mardi. Une grève nationale ou les électriciens d'Énedis dénoncent la suppression de

2 500 postes (dont 150 dans la région) et la fermeture annoncée de 30 % des sites au niveau national pour 2021-2022. Selon la CGT deux sites sont menacés dans la Loire, ceux de Firminy et Montbrison

This entry was posted in [Antitech](#), [Contre le Travail](#) and tagged [Enedis](#), [Loire](#), [Saint-Etienne](#). Bookmark the [permalink](#).

toulouse

Toulouse : Arrestation d'un camarade italien en cavale

Les médias italiens disent que le 9 juin dernier, Marco a été arrêté à Toulouse.

Accusé pour les faits du [1er mai 2015 à Milan](#), notamment de « *devastazione et saccheggio* » (littéralement « dévastation et pillage », une accusation avec une « fourchette » de peine qui va de 8 à 15 ans...) et de résistance, car accusé d'avoir été parmi les manifestants qui ont tabassé un commissaire divisionnaire adjoint.

Il a été mis sous enquête le 9 novembre 2015, puis a fait l'objet d'un mandat d'arrestation européen, le 12 juillet 2016. La DIGOS de Milan l'aurait retrouvé grâce à des écoutes téléphoniques et a mandaté la police française, qui l'a interpellé. Son extradition vers l'Italie devrait être statuée dans les prochains jours.

Solidarité !

This entry was posted in [Anticarcéral](#), [International](#) and tagged [Italie](#), [Milan](#), [Toulouse](#). Bookmark the [permalink](#).

tunisie

Tunisie : Manifs et attaques des institutions après un énième naufrage en Méditerranée

La plupart des personnes présentes à bord était des Tunisiens qui tentaient d'échapper au chômage et à la crise économique qui persistent dans le pays depuis la chute de Ben Ali en 2011.

Dans la ville El Hamma (Gouvernorat de Gabès), une grosse manifestation a eu lieu dans la soirée du 5 juin contre le naufrage de Kerkennah. Lors de la catastrophe, dix jeunes de El Hamma ont trouvé la mort, trois autres sont toujours portés disparus, 24 parmi les survivants viennent de cette ville. Lors de la manifestation, des slogans ont été scandés tels que « Le peuple veut la chute du gouvernement », « Assassins de nos enfants, voleurs de notre pays », « Essebsi, tu a fais ton temps » (NdT : Beji Caid Essebsi est président de la République Tunisienne depuis le 31 décembre 2014).

La nuit suivante, les manifestants sont allés jusqu'au quartier général de la délégation du gouvernement, dont l'armée assurait la protection. Les manifestants ont tenté de prendre d'assaut

le poste de la Garde Nationale, ont bloqué les rues avec des pneus enflammés et jeté des pierres sur les forces de sécurité. Après coup, plusieurs jeunes ont été arrêté.e.s dans les quartiers de la ville.

Les organisations nationales de la région de Gabès, la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme et la section régionale de l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) ont, dans un communiqué, attribué la responsabilité de cette tragédie au gouvernement et attiré l'attention sur le modèle de développement qui est d'après eux la cause du chômage des jeunes et de leur désespoir. Dans la région, le taux de chômage au sein de la population atteint plus de 25 %, chez les jeunes diplômé.e.s il s'élève même à 55,2 %.

Lundi 4 et mardi 5 juin, plusieurs manifestations ont également eu lieu dans la ville de Tataouine dans le Gouvernorat du même nom. C'était surtout des jeunes qui sont descendu.e.s dans la rue pour exprimer leur rage et exiger la démission du gouvernement. Les manifestant.e.s ont marché jusqu'à l'hôpital régional où se trouvent les cinq personnes mortes noyées lors de cette tragédie et qui étaient originaires de cette ville.

Dans la ville de Beni Khedache (dans le gouvernorat de Medenine) le 7 juin, des jeunes ont attaqué le poste de la Garde Nationale du centre-ville. Quatre personnes, mortes noyées lors du naufrage, habitaient dans cette ville.

Selon le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Khelifa Chibani, le poste de la Garde Nationale a été caillassé vers deux heures du matin. Tout de suite après, les manifestant.e.s auraient forcé l'entrée du bâtiment et incendié ou détruit quelques documents. Ensuite, c'est le quartier général de la délégation gouvernementale qui a été ciblé, où la salle de garde a été incendié. Les manifestant.e.s ont dénoncé la marginalisation de la jeunesse par le gouvernement et la situation sociale et économique ainsi que le manque de perspectives dans la région. Le porte-parole du ministère de l'intérieur a également déclaré que la situation était de nouveau sous contrôle et que l'armée protégeait les principaux bâtiments.

Afin de calmer les protestations, le gouvernement tunisien a mis en place une commission de crise pour soutenir les familles des victimes et garantir la prise en charge des survivant.e.s. De plus, de nombreux agents de sécurité ont été révoqués du ministère de l'intérieur.

[Repris de [Sans attendre demain.](#)]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

ukraine

Quelques récentes attaques anarchistes en Ukraine

Une petite compilation d'attaques anarchistes qui ont eu lieu en Ukraine cette dernière année



[Act for Free !](#) / lundi 28 mai 2018

Kiev, le 21 mai 2018. La cellule « Fedos Shchus » de la Fédération Anarchiste Informelle a incendié une voiture Lexus RX appartenant à Sergei Grachov, vice-président du Parti européen d'Ukraine. Cette revendication contient aussi un appel à brûler les propriétés des riches en réponse à l'incendie des tentes de Roms de la part de nationalistes ukrainiens dans la banlieue de Kiev mi-mai.

[Anarchy Today](#) / mai 2018

Kiev, le 19 mai 2018 : une voiture de bourges, Acura MDX a été incendiée dans un parking fermé, déjouant la vigilance d'un gardien avec son chien. Action revendiquée par le Groupe de représailles anarchiste "Svyatoshino raggy".

Dans le communiqué est aussi dit que le 14 juillet 2017 une Range Rover Evoque a déjà été incendiée dans le même secteur par le groupe « Vengeance de Marusya Nikiforova / FAI ». [\[une vidéo de l'action ici\]](#)



Kiev, 14 juillet 2017

[Act for Free !](#) / vendredi 5 janvier 2018

Kiev, le 1er janvier 2018. Un individu qui se revendique Groupe anarchiste « Vengeance de Marusya Nikiforova / FAI » s'est baladé dans des quartiers des riches, tirant des coups de feu contre des voitures de luxe.

[Act for Free !](#) / mercredi 28 juin 2017

Kiev, 23 juin 2017. Deux excavatrices à benne traînante sont incendiées, une autre dégradée, pendant que des vigiles sont dans leur cabine. Action signée par « des anarchistes / FAI » en défense de la nature.

Une [vidéo](#) de l'attaque.

Kiev 28 mai 2018

Kiev 28 mai 2018

Kiev 28 mai 2018

zad

L'affront du mouvement

Une partie des personnes soutenant la lutte contre ou se disant contre l'ex-aéroport ou contre l'ex-aéroport et son monde utilisent encore cette même allégorie de l'union sacrée, celle du Mouvement. Le mouvement. Certes, un temps, il était encore justifié d'utiliser cette métaphore pour désigner l'ensemble des forces qui s'opposaient de diverses manières au projet d'aéroport concocté par la technocratie économique typique de l'époque dans laquelle nous vivons. Le mouvement ; cette chimère unificatrice, rappelant les heures déprimantes de la France pré-14-18, soit honnie, soit idolâtrée, soit les deux à la fois, par la grande partie des personnes vivant sur zone, de leurs soutiens et plus généralement, des mouvements révolutionnaires ou en quête d' « alternatives ». Aujourd'hui - et ce n'est pas neuf, le mouvement est mort. Doit-on le pleurer ? Doit-on jeter l'opprobre sur les voix qui actent cet état de fait, en arguant qu'elles ne font qu'abattre notre lutte et jeter un voile de pessimisme poussant vers le bas toutes nos initiatives ? Non, les termes sont mal posés.

Le mouvement contre l'aéroport a gagné. Et à cet instant, le mouvement contre l'aéroport est mort car il n'avait plus lieu d'être. Toutes les bonnes choses ont une fin, et le mouvement contre l'aéroport en fait partie. Il est entré dans les histoires de luttes, ses objectifs ont été atteints, qu'y a-t-il à en espérer d'autre ?

Ce que par contre l'Histoire n'a pas capturé et ne pourra pas capturer, ce sont les alliances élaborées, les amitiés tissées, les conflits résolus ou non, les ententes franches ou cordiales, le partage libre, la joie propulsée comme une fusée, la colère qui explose tel un coco sur un blindé, les tristesses refoulées, les deuils, les compromissions idéales, les rages contenues puis balancées sur les lignes de flics et le parvis de la préfecture nantaise, les cassages de gueules de voisin-e-s, les euphories, les lignes de fuite empruntées, les lignes dures abandonnées, et tous ces trucs qui ont existé en parallèle du mouvement, et qui existent encore pour la plupart, même maintenant.

le cagoulé débattant avec l'écologiste ex-soixante-huitard à quelques dizaines de mètres de la barricade

le péage gratuit réussi dans le sud-ouest du territoire français avec le soutien de personnes qui n'auraient jamais fait de trucs répréhensibles par la loi « mais là quand même merde, c'est pour la zad ! »

le type pas à l'aise dans ses baskets, avec des réactions bizarres, qui serait probablement taxé de n'importe quel terme psychophobe à l'extérieur de la zone mais qui peut vivre une vie un peu plus peinarde ici

la cadreuse d'une grande chaîne télé qui sourit quand un point est marqué côté zad

l'antispéciste qui rigole avec le voisin éleveur

une cantine de la zone offrant bouffe à prix libre place de la République à Paris

la féministe qui engueule ses alliés qui jouent le jeu de ses oppresseurs

le « zadiste de l'est » qui passe chez le « zadiste légaliste dans l'équipe presse-délégation préfectorale-gestion de liste intercomités » pour grignoter un bout

le cagoulé du début qui bine un bout de parcelle de potager collectif

l'occupante qui a vécu en squat urbain de manière consciente et revendiquée toute sa vie et qui est lancée maintenant dans une signature de convention d'occupation précaire

les prolos, précaires, grévistes, intérimaires, zonard-e-s qui visitent la zone pour la première fois et qui n'avaient jamais foutu un pied en dehors de la ville avant

la « zadiste légaliste » d'avant qui s'entraîne à la fronde toute seule dans un champ dégagé

Quand on parle de l'esprit de la zad, c'est de ça dont on parle. Ce truc un peu fourre-tout, qui se vit par bribes à bien d'autres endroits. Mais ce truc imprécis et bizarre, il n'y a qu'à la zad qu'on voit ça. Mais malgré la romance qu'on pourrait en faire et les simplifications utiles à une communication extérieure, ça ne représente ni la composition, ni le mouvement.

J'ai l'impression (et j'imagine qu'elle est partagée) que petit à petit, les discours parlant de composition, des différentes composantes du mouvement, que petit à petit, toute cette dialectique s'étirole et quand auparavant celle-ci était minoritairement rejetée, dorénavant les esprits de toutes et tous commencent à s'habituer à ce changement de paradigme, ou alors sont déjà clairement passés de l'autre côté de cette ligne qui rendait réelle, presque palpable, ces notions développées par la lutte contre l'aéroport.

Oui, c'était un pari incroyable que d'imaginer des alliances entre anarchistes et élus parlementaires, entre squatteuses et propriétaires terriens, entre hippies et mécanistes, entre militant-e-s anticoloniaux et milieu militant blanc, entre artisan-e-s de la bricole et boucleurs de brebis. C'était la force de la composition, mais dans le même temps la faiblesse des communautés de lutte comprises à l'intérieur : en luttant pour un objectif commun, malgré les divergences politiques, il est possible de gagner, quitte à laisser ses idéaux de côté.

Maintenant que l'aéroport a été déclaré comme abandonné, les forces en présence ne sont plus les mêmes. Il ne reste plus que « et son monde », morcelé par les coups de pression de la préfecture, les craintes de quelques-un-e-s à vouloir garder leurs acquis et à avancer avec pragmatisme, les actes des lutteuses pour qui la lutte ne s'arrêtera jamais tant que la guerre sera là et tant d'autres tiroirs que les influenceurs ont su tirer et tirent encore afin de transformer cet espace d'émancipation collective en une zone de conflits irréconciliables.

Dans un contexte de dépolitisation dans la vie publique où on nous a toujours dit de nous méfier des idéologies, où on s'est habitué à utiliser un vocabulaire discernable pour les médias voulant bien diffuser nos faits d'armes, d'auto-défense administrative, de vie commune et de philosophie libertaire, ce qu'il nous manque aujourd'hui sont les mots. Nous ne sommes pas seul-e-s, le monde

nous regarde et vue la voie sur laquelle nous sommes lancé-e-s, il n'attend plus rien de nous de radicalement révolutionnaire. Il n'y a plus qu'à le prendre par surprise.

Alors allons-nous maintenant clairement discuter positionnements politiques et mettre des mots empreints d'histoires de luttes sur tout ça et un peu éclaircir cette merde ? Plutôt que d'utiliser des passerelles linguistiques comme la construction des communs, osons utiliser le mot communisme. Au lieu d'écrire sur les dérives anti-autoritaires ayant lieu dans les milieux militants et à la zad, osons utiliser le mot anarchisme. Au tag ZAD PARTOUT, osons vider la bombe et ajouter internationalisme. Blocage, sabotage, émeute, réquisition, indépendance, sécession, révolte, libération, ...

Réimprégnons-nous de cet imaginaire et diffusons-le en nous-mêmes et vers l'extérieur. Quoiqu'en disent les relais médiatiques, c'est à nous et nous seul-e-s qui vivons à la zad, ici ou ailleurs, de redonner du sens à ces pratiques et de s'appuyer sur les victoires et défaites de luttes passées pour l'émancipation qui ont donné à cette Zone d'Autonomie Définitive son corpus, habitant les esprits de tou-te-s, consciemment ou non : solidarité, autogestion, humilité, déconstruction des rapports sociaux, amour.

Assumons les divergences d'opinions politiques sur la zone et au-delà, prenons en acte et sautons dans l'inconnu, avec ou sans eux. Ici ou ailleurs, il nous faut reconstruire les habitats, la fougue en nos idéaux, nos cercles de solidarité et reconstruire envers nous la confiance des révolutionnaires permanent-e-s qui ont cru que nous nous étions tou-te-s soumis-e.

Camille

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

A Propos de la signature des COP

Communiqué d'habitant.e.s de la zad de Notre-dame-des-landes du 6 juin 2018

Après plusieurs semaines extrêmement éprouvantes, tant par la brutalité dont ont fait preuve les forces de l'ordre, que par la destruction de nos lieux et les tensions internes, il est aujourd'hui difficile d'avoir une vision claire de l'état du mouvement pour la défense de la ZAD. Ce texte a pour objectif de faire un point d'étape concernant l'autodéfense administrative, en montrer la complexité, et amener des clés de lecture pour la suite, sans pour autant prétendre dissiper les doutes qui nous traversent actuellement.

T'as pas une cop ?

Après l'abandon de l'aéroport, comme nous en discussions depuis des années en prévision de cette possibilité, une tentative de négociation avec l'État pour obtenir la gestion collective des terres a été amorcée. Une délégation issue de l'AG des usages, composée de membres des différentes composantes, a été mise en place. La Préfète a d'abord indiqué qu'elle se poserait en tant qu'arbitre dans des négociations entre cette délégation et le comité de pilotage¹. Ce dernier étant une instance traitant uniquement des enjeux agricoles de la ZAD, nous ne voulions pas laisser de côté de nombreuses autres problématiques relatives à ce territoire : l'habitat, les questions naturalistes, la diversité des usages... Il fut donc hors de question de prendre place à sa table, d'autant plus que seule une partie des composantes du mouvement anti-aéroport y était conviée aux côtés de la Chambre d'agriculture, la FNSEA et consorts. Nous ne connaissons que trop bien leurs positions sur les questions foncières et leurs conséquences pour imaginer parler avec eux de l'avenir dans le bocage. Notre seul interlocuteur devant être la Préfecture, nous avons donc obtenu un cadre bilatéral de négociation.

Ce cadre ainsi posé, la volonté du mouvement a d'abord été d'arracher une seule convention d'occupation précaire (COP) collective pour l'ensemble des habitats et terres occupées. Le gouvernement opposa que la seule option, sans alternative possible, était la signature de COP individuelles. Chacun refusa la proposition de l'autre, laissant place le 9 avril à la plus grande opération militaire de maintien de l'ordre en métropole depuis cinquante ans. Dans un contexte d'avancée rapide des forces de l'ordre, et bien que celles-ci se soient heurtées à la détermination générale sur le terrain, il a semblé à certain.e.s d'entre nous, comme c'était le cas depuis le début de cette lutte, que la défense de la zad ne pouvait pas être pensée uniquement sur le plan de l'affrontement direct. Chacun.e cherchant à trouver un moyen de sortir du rapport frontal, le gouvernement, par l'intermédiaire de la Préfecture, a brandi une nouvelle carte : « les formulaires individuels simplifiés » pour les activités ayant cours sur la ZAD. Nous avons décidé d'étudier cette possibilité, non pas parce que, soudainement, une régularisation individuelle soit devenue ce vers quoi nous inclinions ensemble politiquement, mais parce que dans ce contexte là, il nous a semblé dangereux de refuser cette proposition et de s'enterrer dans un conflit que nous n'étions pas en mesure de gagner militairement au vue du dispositif déployé. Nous avons choisi à la fois d'exploiter collectivement les brèches de cette proposition et de gagner du temps pour contrecarrer les vues du gouvernement. Nous avons alors tenté en quelques jours de déplacer le cadre qui voulait restreindre la vie sur la ZAD à des « projets agricoles individuels » en déposant un dossier collectif.

La Préfète s'imaginait sans doute que seules cinq ou six personnes ayant déjà des activités agricoles « viables » s'engageraient dans ce processus. Mais les fonctionnaires de la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) ont dû s'arracher les cheveux face à une quarantaine de fiches, incluant des projets artisanaux, culturels ou autre, où chaque activité, chaque parcelle, était entremêlée aux autres, à l'image de tout ce que nous partageons et avons construit depuis des années.

Plusieurs rendez-vous entre la Préfecture, la DDTM et la délégation intercomposantes ont ensuite eu lieu. Nous y avons appris que les projets non-agricoles ne seraient pas traités, n'étant pas du ressort de la DDTM et surtout ne correspondant pas à la priorité des institutions, focalisées sur la question agricole.

Concernant les projets agricoles (et donc une grande partie des terres occupées à l'exception des zones boisées), les services de la DDTM, après avoir démêlé les superpositions d'usages sur les parcelles et les interdépendances, ont décidé de les classer en trois catégories : ceux qui étaient immédiatement éligibles à une COP, ceux sur des terres conflictuelles, et ceux ne rentrant pas encore dans leurs critères d'éligibilité. La préfecture poursuivant son refus de signer une COP globale unique couvrant l'ensemble de ces projets, nous avons alors bataillé pour qu'un maximum soient éligibles à la signature d'une COP dès le COPIL du 14 mai (initialement prévu le 6 juin).

La DDTM a indiqué qu'il était nécessaire pour elle de rencontrer individuellement chaque porteur/euse de projet avant cette date. Afin de maintenir l'avancée collective et de ne pas laisser à la Préfecture la possibilité d'exercer des pressions individuelles à la signature des COP, la délégation commune a exigé que ces rencontres se fassent par groupes, et en présence de ses membres. Le 8 mai, une journée de préparation commune a été organisée, où les différentes personnes amenées à présenter les activités, regroupées par îlots géographiques², se sont coordonnées et entraînées à se défendre collectivement face à des bureaucrates factices. Le 9 mai, une cinquantaine de personnes, renforcées par l'exercice collectif de la veille, ont pris leurs quartiers au pied de la sinistre tour de la DDTM, installant tables, bancs, jeux d'extérieur et dégustant galettes de blé noir sur des airs d'accordéon. Réunis par îlots et accompagnés de paysans-parrains et membres de la délégation, ensemble, les représentant.e.s de chaque projet sont allé.e.s rencontrer deux bureaucrates de la

Préfecture et de la DDTM, arborant tout.te.s un maillot réalisé par l'atelier de sérigraphie du Haut-Fay, sur lequel on pouvait lire : « La zad la joue collective ». Au fil de la journée, plusieurs projets jusqu'alors non éligibles à une COP, le sont devenus grâce à nos équipes prêtes à la joute verbale. Le soir même lors d'un Comité Professionnel³, puis le 14 mai devant le COPIL, la DDTM a présenté notre dossier. Il a suscité la colère des organisations agricoles et élu.e.s arguant que l'État nous facilitait les procédures officielles d'installation agricole.

Finalement, quinze projets ont été retenus. Quatre ont été déclarés non éligibles à la COP car se situant sur des terres dites « conflictuelles » : celui près de la Noë Verte, les deux projets sur la ferme de Saint-Jean-du-Tertre et un projet à la Wardine. Les parcelles jugées conflictuelles par la DDTM sont celles que nous occupons et cultivons mais pour lesquelles des agriculteurs "cumulards" ont déjà des COP en cours jusqu'en décembre. Ceux-ci sont les exploitants ayant cédé leurs terres à AGO VINCI et donc encaissé les indemnités tout en continuant à cultiver et/ou toucher les aides PAC sur les terrains mis à leur disposition par le biais de COP annuelles. À plusieurs reprises, dans le cadre de la lutte contre l'aéroport, nous avons décidé d'occuper et cultiver une partie de ces terres pour permettre l'installation de nouvelles activités. A ce jour la Préfecture refuse de se mouiller en tranchant entre les deux visions agricoles qui s'opposent, optant pour un traitement au cas par cas, à l'amiable. Les projets situés sur ces terres ne peuvent donc pas avoir de COP pour le moment, leur situation sera revue à l'automne. Deux autres projets ont été écartés sous le prétexte qu'ils n'ont pas encore d'existence matérielle : le projet d'héliciculture (les escargots) sur les terres de la Grée et la ferme auberge à la Sécherie. La semaine dernière, en réponse, nous avons lancé des chantiers pour mettre en œuvre ces projets collectivement, dans le but de les rendre éligibles à une COP au plus vite.

Le bureau d'autodéfense administrative, ou comment continuer ensemble

Ainsi, celles et ceux qui étaient présenté.e.s encore hier comme de dangereux guérilleros à éradiquer ont eu accès à une partie du foncier de la ZAD par une procédure exceptionnelle, bien que dans un cadre qui reste très fragile. Mais il ne faudrait pas s'imaginer que ceux et celles qui aujourd'hui signent des COP s'assurent ainsi un avenir personnel, comme on a pu le lire dans certains médias, ou même dans des textes venant de personnes qui soutiennent depuis des années ce qui se passe sur la ZAD.

La défense administrative a été pensée dès le début comme une bataille collective. Les conventions signées par ces quinze « projets » couvrent environ 170 hectares sur lesquels cabanes, maisons et espaces communs restants, support matériel à nos diverses luttes, prennent place. La quasi-totalité des habitats de la ZAD sont concernés à l'exception de ceux ayant fait le choix de ne pas être couverts par cette stratégie, et qui ont été visés par la dernière opération d'expulsion les 17 et 18 mai.

Depuis le choix de remplir ces « formulaires simplifiés », un « bureau d'autodéfense administrative » a été ouvert à la ZAD. Des habitant.e.s ou des soutiens travaillent ensemble à la consolidation des dossiers, au partage des informations récoltées ou des doutes qu'elles amènent. On y actualise des cartes, on y fait des démarches collectivement, on y décortique les lois locatives, etc. Il y a une rotation des personnes qui y participent sur la base, bien sûr, du volontariat. Et pour tou.te.s celles et ceux qui pensent que les services d'État, rodés depuis des siècles, seront toujours plus efficaces que l'organisation commune non-hiérarchique, il faut savoir que la DDTM nous a demandé des délais car leurs fonctionnaires n'arrivaient pas à suivre ! Ce « bureau », quand il est ouvert, accueille toutes et tous, on peut venir y demander des éclaircissements, y participer, ou soutenir moralement celles et ceux qui s'y fatiguent les yeux... Personne ne sera laissé seul.e face à l'administration, et ce n'est

pas parce que des gens ont engagé leur nom qu'elles seront responsables des démarches à effectuer par la suite. De la même manière, les décisions ne leur appartiennent pas strictement concernant les parcelles dont ils seront les usagers "officiels". Nous voulons que ces terres restent communes, et que leur usage soit déterminé par le mouvement de lutte.

Bien entendu, la stratégie administrative est une défense menée conjointement à la confrontation sur le terrain, et sans assignation binaire à tel ou tel type de barricades, qu'elles soient de pneus ou de papier. Le bureau a été fermé lors de la deuxième vague d'expulsions pour permettre à celles et ceux qui y travaillent d'aller défendre la ZAD physiquement. Ne pas opposer les tactiques a d'ailleurs toujours été l'apanage de ce mouvement, permettant sa diversité tout autant que son efficacité des décennies durant.

« Kézacop ? »

Le modèle de COP que nous avons signé a été rédigé par le service juridique de la DDTM. Il est peu ou prou le même que celui signé par les paysan.ne.s historiques. Il confine l'usage des parcelles couvertes à une vocation strictement agricole et contient certaines clauses très contraignantes, dont des astreintes financières sévères en cas de résiliation de la COP par l'État et de refus de notre part de cesser nos activités. Cette convention, valide jusqu'au 31 décembre 2018, n'est pas tacitement reconductible. Une des tâches du bureau a été d'en décortiquer les articles, pour chercher des faiblesses exploitables en vue de négocier des modifications, rôle porté par la délégation lors des rendez-vous à la Préfecture et à la DDTM.

On est en droit de se poser la question de la pertinence de signer ces conventions. De nombreuses discussions ont eu lieu, les doutes et les incertitudes existent. Si nous avons ensemble pris le risque de les signer c'est parce que nous nous sommes engagé.e.s ensemble à en déjouer les clauses les plus problématiques. Nous considérons ces signatures comme un pari à partir duquel il nous faudra continuer à batailler pour obtenir une gestion des terres collective et pérenne.

En premier lieu, il a été décidé de ne signer que si la Préfecture s'engageait par écrit à proposer au prochain COPIL les dossiers pour l'instant écartés (les terres conflictuelles et les projets « non aboutis »), de manière à ce qu'ils puissent eux aussi prétendre à une COP à l'automne. En second lieu, cette signature doit prolonger notre volonté de nous tenir collectivement dans ce pari risqué, c'est à dire de continuer collectivement la défense administrative tout en ayant la capacité à se mobiliser largement sur le terrain à divers niveaux. Nous savons que rien ne sera offert par le gouvernement et qu'il s'agit encore et toujours d'un rapport de forces. Enfin, par ce geste collectif de signature, nous empêchons les cumulards de se positionner sur les terres que l'occupation sans titre nous a permis d'arracher à la redistribution par la Chambre d'Agriculture au fil des années.

Perspectives

Les COP prennent fin au 31 décembre, mais leur renouvellement éventuel sera discuté en automne lors du prochain COPIL. Les projets pourraient alors être mis en concurrence avec d'autres, dont ceux des cumulards par exemple. Deux visions du monde et du rapport à la terre s'y confronteront : d'un côté une production partagée visant à nourrir des mouvements de lutte, et de l'autre une vision économique peu soucieuse de la nature ; d'un côté un bocage vivant habité d'une diversité de personnes et d'activités (sociales, culturelles, artisanales, agricoles), de l'autre une campagne consacrée à des exploitations agricoles et à une fonction de dortoir pour urbains ; d'un côté un soin porté au lien avec ce qui nous entoure, de l'autre une agriculture industrielle qui en fait fi. Nous pourrions continuer cette liste indéfiniment...

Plusieurs voies s'offrent à nous dans cette idée de gestion collective et pérenne, parmi lesquelles la conclusion d'un bail emphytéotique collectif ou l'achat commun des terres. En attendant, d'autres étapes sont à franchir, particulièrement à l'heure où l'État affirme vouloir vendre les terres à l'amiable au Conseil Départemental dans les mois à venir. Il n'est pas tenable que le président du Conseil Départemental, Philippe Grosvalet, qui pendant des années a été l'un des plus virulents porteurs du projet d'aéroport, puisse racheter les terres de la ZAD qu'il voulait faire disparaître sous le tarmac.

- ▶ Concernant les habitats toujours debout, la vigilance est de mise, leur inexpulsabilité restant relative. La DDTM a martelé lors des différents RDV avec la délégation qu'il y a toujours trop d'habitats dispersés, y compris sur les terres sur lesquelles nous avons déclaré des activités, et que cette question devra se régler directement avec les communes. Dans le but de déjouer leur stratégie qui considère aujourd'hui uniquement l'aspect agricole de la ZAD, nous avons également déposé un dossier de demandes de conventions pour les habitations, incluant des habitant.e.s historiques qui sont à l'heure actuelle toujours sans droits ni titre et donc sans garanties pour la suite.
- ▶ Une bataille parallèle sur les bois et forêts est également à mener : si l'ONF ne s'est pas encore prononcé sur sa volonté concernant la gestion des terres forestières de la ZAD, un gros syndicat de groupements forestiers privés lorgne sur ces parcelles. De la même manière que pour les terres agricoles, nous allons continuer à lutter pour que ces espaces restent dans un usage collectif et autant que possible non-marchand.
- ▶ Pour les projets artisanaux, culturels et sociaux, qui font autant partie de nos vies que nos activités agricoles, nous n'avons toujours pas de calendrier.

Le rapport au monde que l'on défend ne rentrera jamais, ni dans le cadre étatique, ni dans une fiche. C'est pourquoi nous devons toujours batailler pour lui, comme nous avons bataillé hier contre le bétonnage. Face à ce monde, la nécessité de rester une zone en lutte est toujours aussi criante, et c'est tant mieux. Bien qu'il n'y aura pas d'aéroport dans ce bocage, nous devons continuer à nous battre contre le monde qui le voulait : contre les contrôles imposés par les cadres agricoles classiques et l'agrandissement des exploitations, contre un aménagement du territoire en métropoles, contre la destruction du vivant, contre les inégalités criantes de ce monde, etc., et qu'ainsi, notre avenir commun dans ce bocage prenne une nouvelle ampleur.

Des habitant.e.s de la zad ayant fait le pari des COP

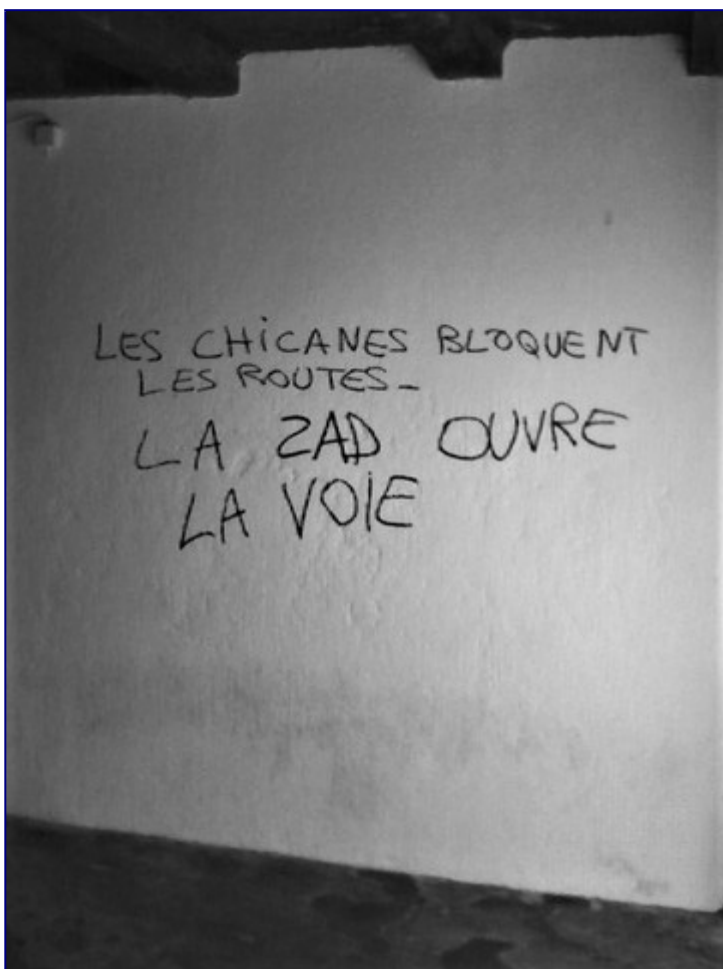
Villefranche-sur-Saône, France : Un zadiste en cavale arrêté par les flics lors d'un contrôle – Dimanche 10 juin 2018

Un zadiste, condamné par le Tribunal de Nantes à deux ans de prison ferme pour avoir jeté un engin explosif de type cocktail Molotov aux pieds de deux gendarmes le 8 mai, sur la ZAD, était sous le coup d'un mandat d'arrêt. On apprend qu'il a été repris ce dimanche 10 juin à Villefranche-sur-Saône lors d'un contrôle inopiné.

Alors qu'il devait être jugé dans le cadre d'une comparution immédiate, cet homme avait demandé un délai pour préparer sa défense. Il avait été placé sous contrôle judiciaire dans l'attente de son procès. Seulement, il ne s'était pas représenté devant ses juges. Il avait donc été condamné, en son absence, le 1er juin.

Par le passé, il avait été condamné à Castres pour des violences sur les gendarmes commises près d'Agen.

Besançon: Tags partout en soutien à la ZAD



A divers endroits de Besançon, des dizaines de tags sont venus rappeler les mutilations des forces de l'ordre dans le bocage nantais et la lutte acharnée d'une partie des occupant.e.s contre la mainmise de l'État sur nos vies et nos plantations: sur la permanence LREM de la rue des Artisans, on pouvait lire « Ah ZAD ira, ZAD ira, les politicards à la lanterne... » sur le long de la façade. Un gros « ZAD » en noir a été inscrit sur la façade blanche écarlate de l'église du Sacré-cœur. Dans le même temps, l'église Saint-Joseph s'est fait décorer d'un « Plutôt agitateur que prêcheur » et d'un « Pour Maxime ». La veille du rassemblement annoncé « Contre les violences d'État, pour des ZAD partout ! », trois statues ont eu leurs mains repeintes à la peinture rouge, comme cela a été fait à Rennes il y a quelques jours : Jouffroy d'Abbans sur le pont Battant, la fontaine du Doubs au carrefour de la rue Mégevand et de la rue Ronchoux, mais aussi l'Homme et l'Enfant dans la promenade des Glacis (à côté de la Gare Viotte). Enfin, les murs de la cathédrale Saint-Jean, ainsi que sa partie en chantier ont été recouverts de slogans: « ZAD vaincra ; ZAD partout ; la police futile; Feu aux aménageurs » ou encore « Gendarmes assassins, cathos complices ».



D'autres inscriptions ont vu le jour sur la promenade au bord du Doubs.

En période estival et touristique, repeignons les centre-ville de nos rages, de nos solidarités acerbes contre le pouvoir et ses flics !

Cultivons notre aversion pour l'Etat et ses divers collabos !

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Soutiens extérieurs à la ZAD : ce que nous (ne) défendons (pas)

  publié le mardi 12 juin 2018 à 03:15 | **Des liégeois·es qui ont soutenu et soutiendront la lutte contre l'aéroport et son monde, sur la ZAD comme ailleurs.** |

Ne vivant pas sur la ZAD, ou du moins jamais assez longtemps, il n'est ni possible ni souhaitable pour nous de publier une opinion tranchée sur les différentes divisions* qui la traversent. D'autres dans la même situation que nous ne s'en privent pas, et on trouve cela dégueulasse en plus d'être totalement irresponsable. Cela n'empêche bien sûr pas nos affinités d'être traversées par des discussions, des doutes, des engueulades et des perspectives.

Nous savons ce que nous soutenons "de l'extérieur" depuis maintenant une dizaine d'années (parfois au prix fort) et ce que nous ne soutiendrons jamais.

*****_*****_***** **Ce que nous défendons :**

> Ce n'est pas uniquement des terres agricoles à exploiter. C'est une terre à protéger et à vivre.

Ce n'est pas la possibilité pour certaines personnes de privatiser légalement un bout de ce territoire en lutte et de s'y installer "de manière pérenne". C'est la possibilité pour quiconque de venir s'y installer, avec les personnes qui y ont lutté, sans s'octroyer une exclusivité permanente.

Ce n'est pas l'exclusion de personnes qui ont participé à empêcher le projet d'aéroport. C'est l'autodéfense collective.

Ce ne sont pas des ressources dont quelques-un·e·s auraient l'usage ou la défense d'intérêts particuliers. C'est un bien commun qu'il s'agit de gérer ensemble et la défense d'un intérêt collectif.

Ce n'est pas d'habiter ce territoire selon les normes de l'état, même "en faisant semblant" de rentrer dans les cadres. C'est de pouvoir occuper et habiter ce territoire en se fiant aux dynamiques continuellement redéfinies de ses habitant·e·s.

Ce n'est pas l'unité. C'est la solidarité.

Ce n'est pas UNE stratégie prétendument commune (ni la barricade seule ni la négociation sans condition ni quoi que ce soit d'unique). Ce sont DES tactiques diverses qui produisent un rapport de forces.

Ce n'est pas une fin en soi. C'est la cohérence des moyens qu'on utilise.

Ce n'est pas UN autre monde possible. Ce sont DES réalités déjà là.

Ce n'est pas le mythe, utile à l'état, de deux "camps" qui s'opposeraient sur place et auxquels il faudrait s'identifier. C'est une diversité insaisissable**.

Ce n'est pas la victoire ou la défaite. C'est la lutte, sans fin par définition.

Ce n'est pas nous dire qu'on ne peut pas tout avoir et qu'il faut se contenter de ce que l'état voudra bien nous permettre. C'est continuer à s'emparer de l'impossible et à semer les graines d'autres possibles.

C'est rire de nous, rêver haut, s'enthousiasmer, gagner, perdre, gagner encore, rencontrer, trouver et créer les brèches, occuper et défendre ensemble des zones qui rendent tout cela possible.

La défaite que beaucoup ressentent actuellement, pire qu'une défaite militaire, n'enlève rien à l'amour que nous portons à cette zone, ce que nous y avons vécu et y vivrons. Nous continuons à vivre des moments magnifiques sur zone, et quoi de plus normal. Quel que soit son futur, sur lequel nous pouvons/devons agir, l'état ne pourra rien reprendre de ce que la ZAD a apporté à nos luttes et continue de nourrir.

Nous voudrions saluer les personnes qui continuent de tenir le site web, la radio, de s'investir pour le zad news et pour organiser des discussions, les nombreuses activités sur place en plus de la résistance et de la reconstruction, celles qui se sont barrées et qui sont dégoûtées, celles qui partent pour mieux revenir, les inculpées et celles qui les soutiennent, celles qui (se) soignent, nous voudrions saluer Maxime et les autres blessé·e·s à vie, ceux qui n'oublient pas de les soutenir, les

personnes qui continuent d’informer leur entourage sur pourquoi et comment le pouvoir ne peut supporter une telle expérience, les personnes qui continuent à se rendre sur place chaque semaine avec leurs coups de main et leur “recul” (parfois chiant, parfois qui redonne de l’air), ceux qui font vivre le commun.

*On utilise ici le terme “divisions” en parlant de ce que l’état espère le plus, c’est-à-dire des oppositions binaires entre positions en fait multiples. Nous pensons que ces divisions ont progressivement pris le dessus sur les conflits politiques, qui sont un phénomène difficile mais nécessaire et constructif quand le temps pour le débat et les désaccords assumés est pris.

**Cette diversité insaisissable est toujours à l’oeuvre sur la ZAD, même si elle nous semble manquer de commun actuellement. Nous ne nions pas pour autant l’existence de tendances, ce qui est tout ce qu’il y a de plus logique dans une lutte, et ne pensons pas non plus qu’elles se “valent toutes” (cfr. ce que nous n’avons jamais défendu et ne défendrons pas). Ce que nous nions c’est, par exemple, l’existence d’un groupe fourre-tout dans lequel on retrouverait toutes les personnes paysannes/arrivistes/réformistes/négociatrices et d’un autre groupe fourre-tout dans lequel on retrouverait toutes les personnes précaires/puristes/radicales/violentes. Nous nions la vision que ces deux groupes existeraient et seraient fixés d’une manière qui rende toute solidarité impossible.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

Harrisburg (Pennsylvanie), États-Unis : Sabotage en solidarité avec la ZAD de Notre-Dame des Landes – 8 juin 2018

Dans les premières heures du 8 juin à Harrisburg (en Pennsylvanie), nous avons immobilisé un engin de terrassement d’un nouveau projet de développement..



Ce petit geste a été fait en solidarité avec la ZAD de Notre-Dame des Landes en France, où des rebelles se sont battu.e.s pour maintenir une zone autonome, libérée de l’État et de ses projets pendant près d’une décennie.

D’abord, la ZAD a été occupée il y a neuf ans pour empêcher la construction d’un d’aéroport, projet qui a été récemment abandonné, ce qui a inspiré des éco-rebelles à travers le monde, notamment par la défense de la zone contre « l’opération César », une grosse tentative d’expulsion fin 2012.

Une fois de plus, la ZAD est confrontée à une nouvelle vague de répression, sous la forme à la fois d'une intense violence policière et d'un processus récupérateur de négociation visant à domestiquer et à légaliser la zone non contrôlée.

Pour la défense du territoire contre les intérêts du capital.

Pour le sabotage des instruments de la dévastation écologique.

[Traduit de [It's going down](#), June 11, 2018]

Ode au CMDO

Une petite chanson détournée, sur l'air de "Je vote" / "Se canto"

Il en traîne un petit paquet de ci de là, de détournements sur le CMDO ou St Jean des traitres, chantées dans les soirées. Ce serait bien de les rendre publiques, non ?

J'ai un beau costume
Et un nœud papillon
J'suis pour les coutumes
Et a la pref' j'irons

Refrain:

Je signe, je signe
Car je suis un veau
Et tous les veaux signent
Gloire au CMDO

Le matin a la prefecture'
Je m'en vais poser
Triste et taciturne
Mon petit dossier

Refrain

Qu'importe la liste
Des lieux légaux
Qu'importe la liste
Que crève le CMDO

Refrain et fin

Let's block ads! (Why?)